

## SOMMAIRE

FRANCE :	
Proportionnelles.....	p.2
Campagnes anti-racistes.....	p.2
Syndicat des chômeurs : une arme pour ou contre la lutte.....	p.3
ESPAGNE : l'auto-organisation des luttes .....	p.4
Crise et lutte de classe dans le monde : l'auto-organisation et l'extension : une nécessité et une possibilité.....	p.5
1905 : il y a 80 ans, la grève de masse.....	p.6
Notre intervention dans les comités de chômeurs.....	p.7

# REVOLUTION INTERNATIONALE

Organe en France du Courant Communiste International, n° 132, mai 85, 5 Ff/30 Fb/2 Fs/0,4 cts Can.

## APRES LA BELGIQUE, L'ALLEMAGNE, LA FRANCE, LA GRANDE-BRETAGNE, L'ESPAGNE

# DANEMARK : 500 000 OUVRIERS EN GREVE

## LA RIPOSTE OUVRIERE A L'ATTAQUE CAPITALISTE S'ELARGIT

■ Depuis plusieurs mois, menaces de grèves, arrêts de travail et grèves se sont multipliées dans les pays d'Europe du Nord. Depuis la fin 1984 et au début 85, il y a eu grève de tout le secteur public pendant quatre semaines en Islande, grèves à l'aéroport d'Arlanda de Stockholm et de Kastrup au Danemark, des débrayages dans l'imprimerie en Suède et au Danemark, pour ne citer que quelques exemples d'une répétition de petites escarmouches sur des questions de conditions de salaires et de travail et notamment plusieurs fois contre des sanctions. Ces mouvements, s'ils n'ont pas eu l'ampleur de la grève des mineurs en Grande-Bretagne ou de la grève des chantiers navals en Espagne à la même période (1), n'en sont pas moins très significatifs du mécontentement ouvrier face à une situation économique qui ne cesse de se dégrader. Ils ont débouché sur une grève générale au Danemark qui a marqué un pas de plus dans la vague actuelle de remontée des luttes ouvrières.

### Grèves massives et extension

Fin-mars, début-avril 1985, quasiment tous les secteurs se sont mis en grève contre les mesures d'austérité du gouvernement, en particulier la baisse générale des salaires : 2,5 % d'augmentation annuelle pour tous alors que l'inflation minimum officielle est de 6 %. Cette dernière mesure n'est en fait que la suite de toute une série d'attaques des conditions de vie, comme la hausse des cotisations chômage, hausse des tarifs publics entre autres, qui font que pour certains secteurs il y a déjà eu une perte de 25 % du pouvoir d'achat, que le taux de chômage, officiellement de 7 %, est en réalité du double, les chiffres étant masqués par toutes sortes d'artifices classiques sur l'emploi, comme des stages pour les jeunes, les pré-retraites, etc.

Depuis plusieurs semaines, le syndicat social-démocrate, LO, parle de "grève générale" en en repoussant l'appel de jour en jour. Fin mars 85, face au mécontentement explosif, LO est contraint d'appeler à la grève. De plus de 200 000 grévistes et lock-outés au début, les grèves engloberont jusqu'à 500 000 travailleurs la semaine du 1er au 5 avril, sur 5 millions d'habitants que compte le Danemark. Ainsi se trouvent confirmées, parmi les caractéristiques des luttes ouvrières de la période actuelle, la tendance à des surgissements spontanés embrassant simultanément différents secteurs de la production, précédés par toute une série de grèves courtes et répétées. (2)

Le 30 mars, le gouvernement Schlüter de droite déclare la grève illégale ; il maintient le maximum d'augmentation de salaires à 2,5 % et la réduction du temps de travail à une heure par semaine. La gauche proteste contre ces mesures au Parlement, mais, sur le terrain, le syndicat LO est débordé par le mouvement et le fond de grève est bloqué parce que les grèves sont "illégalées".

Une manifestation est appelée pour le 1er avril. Les ouvriers décident le matin dans les assemblées de se joindre à la manifestation. En différents endroits, il y a une radicalisation, par exemple, à Amager, banlieue de Copenhague, où des groupes d'ouvriers de différentes usines tiennent des meetings ensemble chaque jour, discutent et appellent à se joindre au mouvement les autres ouvriers. La même chose se produit en d'autres endroits du pays, à Randers par exemple, sur le continent.

C'est la structure de base du syndicat, les "Tillidsmen", qui encadre le mouvement. La poussée vers l'extension, exprimée consciemment par les ouvriers ("Nous ne pouvons pas lutter seuls : solidarité"), est de plus en plus détournée vers la convocation d'une "grève générale", les "35 heures". La baisse des salaires, qui a provoqué la colère des ouvriers, passe au second plan. Le 4 avril, le "Tillidsmandsringsen" (Comité d'Hommes de Confiance) de Copenhague rejette la convocation d'une assemblée générale pour tout le Danemark, réclamée par les ouvriers aspirant à la solidarité et l'extension actives. La dynamique de la lutte se trouve ralentie. La bourgeoisie, droite, gauche, syndicat, compte sur la trêve du week-end de Pâques pour effiloche le mouvement.

Cependant, malgré ces manœuvres des syndicats pour la totale reprise en main du mouvement, le mardi 9 avril -veille du jour fixé pour la "grève générale"-, les ouvriers se présentent au travail et décident la poursuite de la grève à Copenhague dans les brasseries, à l'île pétrolière, dans l'industrie électronique, parmi les éboueurs et les conducteurs de bus, dans les écoles et les garderies, aux usines de porcelaine... Plus de 200 000 travailleurs sont encore en grève, mais la structure de base du syndicat(3) garde le contrôle de la situation grâce au déploiement d'un langage "radical" anti-gouvernement et à la prise en main de l'organisation des piquets de grèves, ce qui leur a permis de garder le contrôle sur toutes les tentatives de coordination des luttes qui s'étaient manifestées (entre les ouvriers de "Philips" et "Storno" à Copenhague, par exemple) et de maintenir toutes les actions sur un terrain corporatiste.

Le 12 avril, jour de la grève générale, la manifestation massive appelée par toute la gauche avec, pour slogans, "Schlüter dehors" et "les 35 heures maintenant", fait converger sur Copenhague de 150 000 à 200 000 manifestants qui ont droit au traditionnel discours de protestation des syndicats agrémenté de quelques chansons "engagées". Cette manifestation sanctionne le début du déclin du mouvement. La grève générale syndicale a "mobilisé" tous les secteurs de la production (même ceux qui n'avaient pas fait grève précédemment, moins combattifs), sur des revendications du syndicat, ce qui a permis de reléguer au second plan le motif premier de la colère des travailleurs : la question des salaires.

Les piquets de grève, expressions-ou-



Danemark : des ouvriers qui enfoncent les portes du Parlement dans un des pays les plus "démocratiques" et riches du monde, une nouvelle poussée ouvrière, au coeur de l'Europe, contre les effets d'une crise qui s'accélère. Un nouvel assaut qui élargit le front des luttes ouvrières.

départ-de la détermination combative des ouvriers, sont transformés sous le contrôle des "nommes de confiance" syndicaux, en de vrais "piquets" passifs isolés. Dans les secteurs combattifs, les syndicalistes du DKP (PC), VS (Gauche Socialiste) mettent en avant qu'il faut négocier directement, chacun dans son secteur, poussant par là à rompre l'unité du mouvement. L'intransigeance du gouvernement, les menaces de sanctions pénales, l'utilisation sélective des forces de police aux points chauds ("île pétrolière" de Copenhague, piquets aux ferry-boats faisant la liaison avec la Suède) parachèvent l'encadrement de la classe ouvrière, mettant un terme momentanément à la tendance à l'extension de la lutte par delà les secteurs.

### Contre les divisions sectorielles, corporatives, nationales

La classe ouvrière au Danemark a clairement montré dans cette nouvelle expérience pour toute la classe ouvrière internationale, ce qu'ont déjà posé dans cette période les mouvements qui l'ont précédée : la simultanéité des luttes et la nécessité de l'extension rapide de la lutte par-delà les secteurs, la solidarité active, sont les premiers pas vers la prise en mains de la lutte par les ouvriers eux-mêmes, seul moyen de tenir tête aux attaques de l'Etat capitaliste contre les conditions de vie.

Les événements du Danemark ne relèvent pas de "particularités" danoises. Ils font partie intégrante de l'agitation sociale qui, depuis l'automne 83, parcourt tous les pays.

En Grande-Bretagne (mines, docks, automobile) et en Espagne (sidérurgie,

chantiers navals), les grèves en 84 n'ont pas touché aussi simultanément tous les secteurs. Au Danemark, c'est une très forte majorité de la classe ouvrière qui a participé à la grève. Alors qu'en Grande-Bretagne et en Espagne, les villes les plus importantes ont été peu touchées au Danemark, dans la capitale, tous les secteurs importants ont été en grève.

L'unité dans la lutte a bousculé le scénario préparé d'avance par la bourgeoisie : la droite et le patronat prenant les mesures, la gauche feignant de protester, retardant sans cesse l'appel à la grève dont elle espère bien pouvoir se passer, la base syndicale et l'extrême-gauche récupérant la combativité.

Malgré le retard dans l'expérience de lutte de la classe ouvrière danoise, celle-ci s'est portée directement dans ces grèves au niveau des luttes qui les ont précédées dans les autres pays, rejoignant, dans sa pratique, et enrichissant le combat international du prolétariat.

Parce que le Danemark est un petit pays, la répercussion internationale des événements est très affaiblie, d'autant plus que les moyens d'information font le classique mur du silence. Ce black-out des informations a été également imposé au Danemark même. Télé, radios et journaux n'ont pratiquement rien relaté des grèves, et quand ils ont été obligés de le faire, c'est évidemment en minimisant l'ampleur. Seule la presse du DKP et les "radios libres" locales ont fourni quelques informations ; depuis, le gouvernement parle d'interdire ces "radios" !

(suite page 4)

## PROPORTIONNELLES OU MAJORITAIRES

# LES ELECTIONS SONT UNE ARME DE LA BOURGEOISIE

■ Depuis 1981, les ouvriers ont vu l'augmentation des prix concernant tout ce qui est vital : loyers, alimentation, électricité, essence, etc...

Ils ont vu lever des impôts "exceptionnels", le blocage de leurs salaires, l'institution du forfait hospitalier.

Mais surtout, ils ont assisté à des licenciements massifs dans les petites entreprises isolées, particulièrement en province. Ils ont vu le début des licenciements dans les grands secteurs de l'industrie, et l'annonce de l'énormité qui va suivre : 30 000 dans les Charbonnages d'ici 1988, 28 000 dans le secteur automobile d'ici fin 1985, sans compter les chantiers navals, la sidérurgie dont on parle en terme de sursis, d'agonie, de mort.

En ce mois d'avril 85, la liste continue de s'allonger : amorce de nouveaux licenciements à Michelin, les 5 000 licenciements ayant déjà eu lieu s'avèrent insuffisants ; Ducellier ; les derniers puits des mines de charbon n'attendront sans doute pas 1988 pour fermer, 1 500 à 2 000 ouvriers du bâtiment sont licenciés chaque mois ; loin de s'arrêter, de diminuer, la crise entraîne sur son passage de plus en plus d'entreprises, de plus en plus de secteurs.

Non seulement, des millions d'ouvriers sont ainsi jetés en dehors de la production, mais en plus, la baisse chaque année plus sévère des allocations chômage fait qu'actuellement "22,3 %, soit 600 996 chômeurs inscrits ne touchent que 1242 f par mois, tan-

## L'ANTH-RACISME, C'EST LA DIVISION DES OUVRIERS

■ D'un côté, "touche pas à mon pote", campagne lancée par la gauche et le PS au gouvernement en premier lieu appuyée par les gauchistes comme par les démocrates de tout acabit, soutenue par une flopée de "comités de défense" ("SOS-Racisme", MRAP, LICRA, Ligue des Droits de l'Homme...), avec le concours publicitaire de gens du spectacle, entretenue par des manifestations (Menton, Paris...), des débats et des distributions de badges dans les lycées. De l'autre, "touche pas à mon peuple", repris par les amis de Le Pen, ceux qui se réclament de l'extrême-droite et des associations style "Légitime Défense".

Tout ce battage, alimenté de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, relayé et amplifié par tous les médias, aboutit à poser une question : doit-on être raciste, hostile aux immigrés en les rendant responsables de tous les maux de la société (délinquance, chômage) ou doit-on être anti-raciste, les "protéger", les "défendre" en les traitant comme des hommes à part entière.

Cette question est une fausse question pour le prolétariat.

Tous les efforts que consacre la bourgeoisie autour de ce problème, n'a qu'une fonction : tenter de diviser la classe ouvrière qui se retrouve aujourd'hui, travailleurs français comme travailleurs immigrés confondus, en butte à une attaque renforcée de la bourgeoisie au travers des licenciements, de l'austérité et du chômage.

La bourgeoisie est en train de refaire avec d'autres moyens, dans d'autres circonstances, ce qu'elle avait déjà fait en 1981-82 à la veille des licenciements à Talbot et à Citroën.

Sa campagne "anti-raciste" de l'époque avait abouti, sur la base d'une division entretenue entre ouvriers français et immigrés à limiter la riposte du prolétariat et à imposer des dizaines de milliers de licenciements.

Après Talbot et Citroën, c'est dans toute l'industrie automobile et à Renault où sont employés une forte proportion de travailleurs immigrés que la bourgeoisie se doit de licencier par dizaines de milliers les ouvriers.

Voilà ce que signifie essentiellement cette campagne, voilà ce qu'elle prépare aux ouvriers, en les incitant à s'engager sur un terrain qui n'est pas le leur, en cherchant à les détourner de leur véritable combat.

La réponse qui s'impose aux ouvriers est une réponse de classe unitaire, quelle que soit leur couleur, leur race, leur nationalité, leur origine pour défendre les mêmes intérêts face aux mêmes ennemis.

dis que 36,1 % n'ont plus droit à rien" (chiffres CFDT, mi-avril 85).

Mais si la crise économique révèle chaque jour dans les pays dits riches, dits industrialisés, la faillite d'un système, si les gouvernements s'attachent à en appliquer les lois sur le dos des ouvriers, les ouvriers, eux, ne les acceptent pas. En France, comme ailleurs, ils ont réagi dans tous les secteurs : charbonnage, dans le Nord et le Centre où les ouvriers réagissent il y a un an et encore au mois d'avril 85, où les mineurs occupent le puits de l'Escarpelle et où ceux de Saint-Etienne réagissent avec violence à l'annonce des licenciements. Dans les chantiers navals de Saint-Nazaire et de Marseille, où malgré la distance qui les sépare, les ouvriers réagissent contre l'attaque. Dans la sidérurgie, où la colère éclate, l'année dernière à Longwy, les sidérurgistes s'affrontent à la police "socialiste", tandis qu'au même moment, ceux de Fos-sur-Mer entrent dans la bagarre. A Creusot-Loire, il faudra plus de 6 mois de travail de la CGT pour démobiliser le mouvement et faire passer les licenciements. Quant au secteur clé de l'industrie, l'automobile, c'est l'ensemble du gouvernement qui va travailler main dans la main, partis, direction, syndicats pour isoler les ouvriers et briser la grève. A Talbot, la fin de la grève se termine sur une image lourde : la CFDT appelle la police (toujours "socialiste") pour sortir les grévistes de l'usine. A Citroën, la CGT divise les travailleurs pour essayer de casser la combativité. A Renault, les ouvriers ne suivront pas les consignes syndicales mais la tension demeure.

La situation est ainsi : la colère et l'inquiétude montent, gagnent des secteurs de plus en plus larges de la classe ouvrière. La combativité se développe. De nombreuses grèves se sont déroulées cette année mais isolées les unes des autres, et entourées de silence. Les ouvriers se rendent de plus en plus compte que ce travail de division dans l'usine, d'isolement des autres usines, ce sont les syndicats qui l'ont organisé. Pour eux, se pose chaque jour la question d'établir un rapport de forces, de ne pas rester isolés, divisés. Pour les ouvriers, la question de comment mener leurs luttes, avec leurs propres moyens, la solidarité, l'extension, l'auto-organisation sont en train de germer, de mûrir, et la gravité de la crise ne peut que pousser à approfondir ces questions vitales.

Et c'est au moment où commencent à poindre ces questions que la bourgeoisie, avec son gouvernement "socialiste pour la défense des travailleurs et contre le chômage", que le PS impose un nouveau mode de scrutin, et l'ensemble de la bourgeoisie pousse clameurs et cris, pour être sûre qu'on n'entende plus qu'elle, sur la question électorale.

### Le vieux piège électoral

Plus la classe ouvrière essaie de trouver le chemin de son propre combat, plus la bourgeoisie essaie de la ramener sur le terrain de l'anti-lut-

te de classe par excellence, celui de l'"égalité", de la "liberté", celui de la démocratie bourgeoise par les élections.

Depuis 1983, élections européennes, cantonales se sont succédées à grand bruit. A peine terminées, les législatives-voire des présidentielles-anticipées sont en marche.

Tandis que la classe ouvrière prend conscience qu'elle ne peut qu'assumer le combat classe contre classe, tandis qu'elle se rend de plus en plus compte que ses intérêts sont opposés à ceux de la bourgeoisie, celle-ci lui dit : "nous avons tous le droit et le devoir de nous exprimer", "nous sommes tous des français, égaux et libres", "nous sommes tous pour sauver la France".

Tandis que les ouvriers se rendent de plus en plus clairement compte que gauche ou droite sont ses ennemies, la bourgeoisie lui dit : "quel exploitateur voulez-vous ? un de droite ou un de gauche ? Par quel mode de scrutin voulez-vous le choisir ?" majoritaire ou proportionnel ? en un tour ou deux tours ? un président pour 5 ou 7 ans ? Peste ou choléra ? Cancer ou Sida ?

Qu'est-ce que les ouvriers ont à faire sur ce terrain pourri, hypocrite ? Qu'ont-ils gagné à avoir la gauche au pouvoir ? Qu'ont-ils gagné à avoir la droite ? Qu'auront de plus à voter, les chômeurs qui n'ont aucune subvention ? Rien, toujours plus de misère, car pendant que la classe ouvrière vote, elle ne se bat pas. Elle délègue son pouvoir à l'ennemi.

Et ce n'est que dans une lutte ouverte acharnée, unie qu'elle pourra imposer SA volonté, faire reculer l'ennemi.

Les élections ne sont qu'un piège pour détourner les ouvriers de leur combat et chaque fois qu'ils sont tombés dans le piège, ils ont eu plus de misère, plus de licenciements.

### Pourquoi la proportionnelle ?

Les législatives, les présidentielles n'apporteront rien de plus que par le passé à la classe ouvrière. Par contre, ce n'est pas par hasard que le PS impose un changement dans les institutions électorales :

- en 4 ans, le fait que le PS soit au pouvoir et que ce soit lui qui prenne les mesures anti-ouvrières, effacent de longues années de travail de la bourgeoisie pour créer un parti en plus du PC pour semer la division dans les rangs ouvriers, pour parer à leurs combats.

- en 3 ans de gouvernement, PS/PC ont contribué à une décrédibilisation profonde de l'appareil de gauche de la bourgeoisie, le rendant beaucoup moins apte à assumer son rôle de pompier des incendies de la lutte ouvrière.

Mais à partir de 83, le feu couve dans les rangs ouvriers. L'absence de partis de gauche dévolus à l'éteindre - PC et PS étaient au gouvernement alors que leur fonction est de s'oppo-

ser aux luttes ouvrières de l'intérieur - a imposé à la bourgeoisie des manœuvres politiques.

Les licenciements à effectuer dans les grands secteurs de l'industrie, dans les grandes concentrations ouvrières ont précipité le retour du PC dans l'opposition à l'occasion des européennes. Mais le PC seul, lui aussi discrédité malgré son rapide changement de langage "plus ouvrier que les ouvriers", ne suffira pas à juguler l'ampleur de cet incendie qui menace d'éclater et de s'étendre.

Quand la droite dit que le PS change le mode de scrutin pour "garder le pouvoir", elle ment.

Ce changement de scrutin n'a d'autre fonction que de permettre au PS de retourner dans l'opposition avec le maximum de moyens politiques possible, le maximum de positions au parlement. Le seul but de l'ensemble de la bourgeoisie, c'est de conserver une force de parti au PS pour qu'il puisse jouer un rôle. Le maintien du scrutin majoritaire, après 3 ans de pouvoir du PS -3 ans qui ont laminé sa crédibilité-, affaiblirait par trop un appareil laborieusement réédifié par la bourgeoisie française, appareil qui doit encore servir, dans l'opposition, à compléter le travail du PC stalinien.

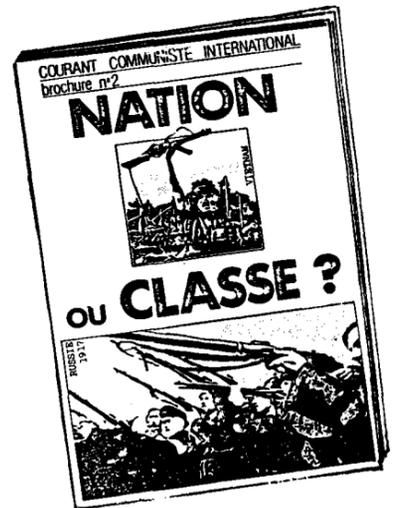
Les ouvriers n'ont pas à se laisser entraîner sur le terrain pourri des manœuvres de la bourgeoisie. Elle veut sauver sa peau, ses intérêts ? C'est normal et elle fera tout pour cela.

Les ouvriers n'ont pas à se laisser entraîner sur les terrains marécageux piégés, où la bourgeoisie veut enliser leur combativité.

Tout au contraire, ils doivent approfondir leurs questions de survie à eux, ils doivent affirmer leur force dans leurs combats, ils doivent s'atteler

à briser l'isolement, à prendre conscience qu'ils sont tous unis, dans les attaques et que, par conséquent, c'est en unifiant leur riposte qu'ils pourront imposer leur volonté, et non un par un, seul et isolé avec son bulletin de vote.

C.



## MONTAND VA-T-EN GUERRE

■ Depuis ses succès politiques, l'ancien acteur Reagan semble faire des émules : Yves Montand est venu nous vanter à la TV les mérites de la guerre. Naguère engagé dans toutes les mauvaises causes de la gauche dont il était un des plus beaux fleurons staliniens, Montand est aujourd'hui toujours engagé... par l'armée et le ministère de la guerre (pardon ! de la "défense").

A l'émission "la guerre en face", Montand nous a fait étalage de ses dons d'acteur, sourires, regards, gestes mille fois répétés pour nous convaincre qu'il faut se préparer à la guerre, qu'il y a encore plus de serrer la ceinture, se sacrifier pour s'armer face au danger russe. Tout cela ne serait qu'une farce sordide et répugnante si derrière ne se cachait pas la réalité d'une nouvelle campagne militariste, d'un effort de guerre accentué de l'Etat français. Ce n'est pas un film que Montand nous a joué, c'est la réalité de la bourgeoisie qui prépare la guerre. La bourgeoisie européenne lance

une nouvelle campagne militariste pour faire accepter la croissance des prochains budgets d'armements destinés à alimenter le délire technologique de la guerre des étoiles. L'émission de TV de Montand n'est que le coup de "pub" de départ de cette campagne, et, pour la promouvoir, la bourgeoisie française n'a pas lésiné sur les moyens : on prend un grand acteur, on fait un battage dans la presse sur l'émission, on déprogramme le film prévu ("La grande vadrouille") sur la deuxième chaîne, pour conserver le plus de téléspectateurs à l'émission, et le tour est joué. En même temps, le gouvernement lance le projet Euréka d'armement de l'Europe et Hernu conclut l'émission, la presse poursuit son battage sur la technologie de la guerre des étoiles, les Jeunesses "communistes" et les pacifistes annoncent des manifestations anti-militaristes, et la campagne est lancée.

Que l'on soit pour ou contre, tout le monde va parler de l'émission de Montand, de la guerre. La bourgeoisie va polariser l'attention sur ses thè-

mes, va faire passer sa propagande par tous ses médias. Goebbels disait qu'un mensonge répété mille fois devient une vérité", la bourgeoisie aujourd'hui l'a bien compris qui nous harcèle de ses campagnes militaristes pour briser la résistance à la guerre et faire oublier la crise.

Il y a un an, Montand avait fait une émission à la télé sur la crise économique, pour nous dire que la crise pouvait être surmontée si on serrait la ceinture; la ceinture de la classe ouvrière a été serrée comme jamais, et la récession est de nouveau là. Aujourd'hui, il nous dit que pour préserver la paix, il faut préparer la guerre. Même dits par le meilleur acteur, les mensonges restent des mensonges, et derrière ces mensonges, il y a la réalité de la faillite économique du capital et sa fuite en avant dans l'économie de guerre.

J.J.

# UN OUTIL POUR LA LUTTE OU CONTRE ELLE ?

Il y a trois millions et demi d'ouvriers au chômage aujourd'hui en France! Et le gouvernement "socialiste" (comme ses prédécesseurs de droite) a beau essayer de fausser les chiffres, il ne lui est plus possible de masquer l'ampleur du problème, d'en faire une question marginale.

C'est un grave problème pour lui, et à travers lui pour l'ensemble de la bourgeoisie dans la mesure où sa responsabilité directe ne fait plus aucun doute. Chaque jour sa sentence de misère s'abat un peu plus sur la classe ouvrière, et chaque jour, c'est par milliers que des ouvriers sont licenciés et vont rejoindre les rangs des chômeurs. C'est avant tout par le chômage que la bourgeoisie accentue son exploitation de la classe ouvrière. Mais en même temps, et cela depuis quelques mois, chaque jour pendant que les ouvriers dans les usines développent leurs luttes, et cela à l'échelle de l'Europe, des chômeurs de plus en plus nombreux n'acceptent plus cette misère, refusent d'être soumis à la mendicité, à l'isolement et à la démolition. Un peu partout dans le pays des regroupements de chômeurs apparaissent montrant la volonté de rassembler le plus de forces possible et de s'organiser pour se battre. Dans le n°129 de notre publication nous avons publié deux tracts, symboles de cette lutte naissante, diffusés par des comités de chômeurs à Pau et à Rouen.

## Les besoins et perspectives pour la lutte des ouvriers au chômage

Ce que nous avons mis en avant et qui est plus ou moins clairement contenu dans ces tracts, c'est que:

- La lutte des chômeurs est une lutte de la classe ouvrière et doit être comprise et animée en tant que telle. Cette lutte est non seulement nécessaire pour les chômeurs eux-mêmes mais pour la classe ouvrière tout entière.
- Contre les attaques de plus en plus fortes qui lui sont portées aujourd'hui et face à la classe dominante forte de toutes ses armes anti-ouvrières que sont les syndicats, les partis (de gauche en particulier), l'appareil de répression, les médias pour véhiculer ses poisons idéologiques, etc, le danger premier pour la classe ouvrière est d'opposer une riposte en rangs dispersés. Toute lutte isolée est vouée à l'échec, c'est ce que viennent de nous montrer encore récemment les mineurs en Grande Bretagne. Cette leçon est particulièrement valable et applicable à la lutte des chômeurs.
- Ce qui est nécessaire et vital pour toute lutte ouvrière, c'est à dire la prise en main par l'ensemble et l'extension du combat, c'est tout autant nécessaire pour la lutte des chômeurs. En ce sens, ils doivent se regrouper, s'organiser et élargir le plus possible leur lutte non seulement aux autres chômeurs mais aussi aux ouvriers dans les entreprises.
- S'organiser pour les chômeurs passe par la formation de comités dans lesquels l'Assemblée Générale est souveraine, c'est à dire qu'elle décide des revendications à mettre en avant et des actions à entreprendre; quand elle nomme des délégations, celles-ci doivent être contrôlables et révocables à tout instant. De plus, ces comités doivent être ouverts aux ouvriers actifs qui veulent

y participer ainsi qu'aux organisations révolutionnaires.

Ce sont ces besoins et perspectives qui commencent à être de plus en plus clairement perçus aujourd'hui par les ouvriers au chômage qui entrent en lutte.

## Le syndicat des chômeurs pour quoi faire ?

Le 24 mars, se formait l'"Association Syndicale des chômeurs - véritable syndicat national - sous la houlette de M. Pagat dont la publication "Partage", peut titrer aujourd'hui dans son n°19 : "les chômeurs s'organisent dans toute la France".

En effet, ce jour-là, c'est une soixantaine d'associations dispersées à travers la France qui se sont regroupées non sans quelques difficultés.

Qu'est ce syndicat et que se propose t'il de faire ? Il semble de prime abord vouloir répondre aux nécessités des chômeurs en lutte, de s'organiser sur la base la plus large pour être efficaces, de coordonner leurs actions, élargir leur combat. Très vite, on peut se rendre compte qu'en fait ce syndicat, comme les autres syndicats, ne fait que dévoyer et étouffer dans l'oeuf cette nécessité :

- d'abord parce que les chômeurs sont dépossédés de leurs propres luttes, il n'y a plus d'assemblées souveraines, et des délégations élues et révocables ; il n'y a qu'une direction permanente qui décide de tout à la place et contre les chômeurs.

C'est ce sentiment qui s'est exprimé à juste titre, lors de la formation du syndicat dans les réticences, voir le refus du mot "syndicat" et de la forme d'organisation syndicale et qui ont amené un certain nombre de comités à se retirer en claquant la porte. - ensuite parce qu'il est basé sur la division entre les chômeurs et le reste de la classe ouvrière, en voulant faire des chômeurs une catégorie à part.

N'est-ce pas Pagat lui-même qui dit "le chômage est un monde à part, dans une société fermée par l'égoïsme des "corporatismes". N'est-ce pas ce syndicat, à l'image des autres syndicats qui fait des chômeurs une nouvelle "corporation", qui instaure des cartes syndicales refermant ainsi la porte sur ceux qui la possèdent. "C'est vouloir nous faire vivre dans un ghetto, sans solution d'avenir, coupé du monde du travail". Voilà ce qu'ont répondu les chômeurs qui ont refusé de tomber dans ce piège.

C'est le besoin vital de ne pas rester isolés, d'ouvrir leurs luttes à l'ensemble de la classe ouvrière, de rejoindre les ouvriers en lutte dans les usines, qui s'exprime là.

- quant aux revendications qu'il avance, elles n'exigent pas de la bourgeoisie l'amélioration des conditions de vie pour les chômeurs comme pour l'ensemble de la classe ouvrière. Non ! Elles exigent que les allocations chômage soient mieux réparties entre tous les chômeurs à travers le "maximum chômage" ou encore mieux "le partage des emplois et des revenus". Ce syndicat exige en fait que ce soit la classe ouvrière qui fasse l'effort, en d'autres termes, que la misère soit partagée équitablement. Que demande la

bourgeoisie aujourd'hui à la classe ouvrière, si ce n'est cela ? Et comme si ce ne suffisait pas, Pagat va jusqu'à s'insurger contre ces "nantis" que sont les fonctionnaires parce qu'ils manifestent pour réclamer l'augmentation de leurs salaires. Non seulement, cette attitude est infecte mais de plus, elle vise à créer une opposition entre les grèves ouvrières et la lutte des chômeurs.

## Le syndicat des chômeurs: un organe de la bourgeoisie

Ainsi, il est évident que ce syndicat non seulement ne répond pas aux besoins de la lutte des chômeurs mais pire, il va à son encontre et il ne peut, s'il prend de l'influence, la mener qu'à la défaite. Mais cela ne doit pas nous surprendre car il s'agit bien là d'une arme que s'est forgée la bourgeoisie contre la masse de plus en plus nombreuse d'ouvriers au chômage et à travers elle contre l'ensemble de la classe ouvrière. Pour la bourgeoisie, la situation est devenue suffisamment sérieuse pour qu'elle s'en occupe rapidement. En effet, les chômeurs ont commencé à rentrer dans le combat que leur classe a repris depuis plus de dix-huit mois ils tendent à s'organiser de façon autonome, à se battre sur des revendications de classe et à affirmer l'unité des ouvriers actifs et de ceux au chômage. Si elle les laisse faire, ils peuvent devenir incontrôlables. C'est pour contrer ce danger qu'elle développe en long et en large depuis quelques mois, la campagne sur les "nouveaux pauvres", qui vise à faire des chômeurs des assistés, des cas à part, des sans-classe.

Mais comme cela ne suffit pas et que leur lutte se développe malgré tout, la bourgeoisie déploie toutes ses forces pour tenter de l'encadrer, de la dévoyer de ses objectifs de classe et de la briser.

Voilà déjà plusieurs années que les grands syndicats de gauche essaient sans succès de mener à bien cette tâche, de faire avec les chômeurs ce qu'ils font avec les ouvriers dans les entreprises. Si CGT, CFDT ou FO n'y ont pas réussi, l'objectif n'en reste pas moins prioritaire pour la bourgeoisie. La classe dominante ne peut se permettre, surtout aujourd'hui, de laisser une partie du front social dégarni. Pour elle, c'est une nécessité de contrôler toute lutte de la classe ouvrière, et c'est à cette nécessité impérieuse qu'elle tente de répondre plus efficacement aujourd'hui avec l'"Association syndicale des chômeurs".

Pour cela, elle développe tous les moyens nécessaires. D'abord, la publicité qui lui est faite, depuis la télévision en passant par les colonnes des plus grands journaux du pays et même les moins grands.

De plus, toutes les bonnes fées se sont penchées sur son berceau et ont déposé à ses pieds les plus beaux cadeaux : de nombreuses mairies, de gauche comme de droite d'ailleurs, lui ont ouvert gracieusement des locaux et l'aide matérielle et financière ne manque pas pour entretenir ce nouvel appareil, jusqu'à l'Abbé Pierre qui a offert récemment un chèque de 300 000F.

Ce syndicat est même béni des dieux puisque le gouvernement "socialiste" qui gère si bien les affaires de la bourgeoisie sur le dos de la classe ouvrière, lui apporte son soutien et souhaite son développement : "Oui, je suis partisan de l'organisation des chômeurs. Oui, je suis favorable à la création de maisons de chômeurs". (Georgina Dufoix, ministre de la Solidarité et des Affaires Sociales).

Tout est fait pour faire tomber les chômeurs dans ce piège et si certains d'entre eux se méfient, alors les gauchistes sont là pour noyauter les comités de chômeurs qui surgissent, en prendre le contrôle comme à Pau (cf. article), les vider de toute vie prolétarienne et finalement les rabattre sur le syndicat.

Et au sein du syndicat, ils travaillent à la base pour lui donner une action radicale en exigeant qu'il soit plus "démocratique", en critiquant la direction. C'est exactement le même sale boulot qu'ils assument vis-à-vis des ouvriers dans les usines.

Dans ces conditions, il y a tout lieu de se méfier de l'organisation de la marche du 30 mai, laissée aux mains de ce "nouveau" syndicat. Comme tout syndicat, il veut en faire une triste ballade d'où ne sortira que la démolition : la CGT a organisé sa "marche des chômeurs" à la sauce d'une mascarade dérisoire de soupe populaire devant le CNPF, le nouveau syndicat veut en organiser une en forme de supplique pour le partage de la misère devant on ne sait encore quelle officine gouvernementale. Pour en faire autre chose, pour que les actions des chômeurs s'orientent vers la recherche de la solidarité active de l'ensemble des ouvriers, il est indispensable que les comités de chômeurs enlèvent la direction du mouvement à de tels organismes, créés par l'Etat pour paralyser la colère montante. JE

## MANUFRACTURE

### LA C.G.T. ETOUFFE LA LUTTE ET LICENCIE

■ "Longwy vivra ! Talbot vivra ! Renault vivra ! Citroën vivra ! Ducellier vivra !"

Ces mots d'ordre que les syndicats mettent en avant chaque fois que s'engage dans une entreprise une lutte contre les licenciements, les ouvriers les connaissent bien.

Aujourd'hui, l'actualité fait revivre l'un des plus connus de ces mots d'ordre depuis 1977 : "Manufrance vivra !", et cela sous une lumière particulièrement éclairante. En effet, l'usine Manufrance est morte, et son dernier patron, la CGT, maître d'oeuvre par excellence de ce type de mot d'ordre dans les luttes, avec ses complices CFDT et FO, licencie les 400 derniers ouvriers rescapés de la purge de juillet 81, au nom de la rentabilité capitaliste de l'entreprise.

La classe ouvrière paie aujourd'hui à Manufrance, le prix de ses illusions, elle paie le prix d'avoir suivi la CGT (et le PC) derrière des intérêts qui ne sont pas les siens:

- en effet, un tel mot d'ordre n'a pas d'autre fonction que de l'enfermer dans une logique de défense de l'entreprise et sur la base de critères capitalistes de rentabilité. Pendant des années, la CGT a fait croire aux ouvriers de Manufrance que l'intérêt de leur entreprise et le leur étaient les mêmes : "lutter contre les licenciements, c'est lutter pour sauver l'entreprise. Alors que pour les ouvriers, refuser les licenciements, c'est refuser la logique capitaliste, c'est refuser les critères de rentabilité qui exigent aujourd'hui ces mêmes licenciements.
- un tel mot d'ordre a aussi pour fonction d'enfermer les luttes ouvrières

dans le cadre suicidaire de l'usine alors que c'est dans toutes les usines que les licenciements interviennent ou menacent d'intervenir, et que pour faire face à ce problème commun à l'ensemble, les ouvriers n'ont pas d'autre choix que de chercher la solidarité de leurs frères de classe et de s'unir sur la base la plus large possible.

C'est grâce à ce mot d'ordre et à la logique qu'il contient que la CGT a pu embarquer les ouvriers de Manufrance sur le bateau des intérêts capitalistes, qu'elle a pu les isoler, qu'elle a pu leur faire accepter la majeure partie des sacrifices et des licenciements en 1981 et qu'aujourd'hui, elle met un point final à ce travail.

Aujourd'hui, partout, les ouvriers doivent tirer les véritables leçons de l'expérience Manufrance :

- ils doivent rejeter les chants des sirènes syndicales telle la défense de "son" entreprise;
- ils doivent refuser de laisser enfermer leurs luttes dans le cadre de l'usine, derrière des intérêts qui ne sont pas les leurs. Il n'y a pas de "problème Renault" ou de "problème Creusot-Loire", comme il n'y avait pas de "problème Manufrance" ou de "problème Longwy". C'est la classe ouvrière dans son ensemble qui est attaquée et c'est dans son ensemble qu'elle doit riposter. En allant chercher la solidarité de leurs frères de classe, les ouvriers, dans chaque entreprise, doivent affirmer en pratique qu'ils sont membres d'une seule et même classe et qu'ils assument unis le même combat.

J.E.

LISEZ

LA REVUE

INTERNATIONALE

N° 41

### SOMMAIRE

-QUELLE METHODE POUR COMPRENDRE LA LUTTE DE CLASSE?

-OU EN EST LA CRISE ECONOMIQUE? DOLLAR : LE ROI EST NU.

-LA GUERRE DANS LE CAPITALISME

-THESES SUR LE ROLE DU PARTI DANS LA REVOLUTION PROLETARIENNE (K.A.P.D.)

-LA CONSTITUTION DU BIPR : UN BLUFF OPPORTUNISTE (2ème partie)

-MISERE DU CONSEILLISME MODERNE

-LE CCI ET LA POLITIQUE DU "MOINDRE MAL" (débat interne)

# L'AUTO-ORGANISATION DES OUVRIERS CONTRE L'ISOLEMENT ET LE SABOTAGE SYNDICAL

Si aujourd'hui, la TV, la presse etc... nous rebattent les oreilles avec l'attentat sanglant de Madrid, nous pouvons dire que c'est encore pour plus soigneusement nous cacher les importantes luttes ouvrières qui secouent l'Espagne depuis des mois et sur lesquelles on ne souffle mot. Ceci n'est pas fait pour nous étonner. Plus la crise s'accélère et avec elle la volonté des ouvriers de se défendre, plus il apparaît clairement qu'il n'y a que les travailleurs eux-mêmes -et leurs minorités révolutionnaires- pour rompre ce mur de silence, pour dire que la lutte des ouvriers d'un pays concerne les ouvriers de tous les autres pays, pour tirer les leçons de ces combats afin de ne pas retomber dans les mêmes pièges, afin d'être plus forts.

Nous ne décrivons pas dans cet article tous les événements des luttes en Espagne car nous l'avons déjà fait (voir RI 128, 129, 130, 131).

Nous nous attacherons à en tirer les leçons, c'est-à-dire à mettre en avant quelles sont leurs forces, leurs faiblesses et ce que nous devons en retenir pour nos propres luttes.

Contre les licenciements et la terrible dégradation de leurs conditions de vie, après l'expérience de combats souvent défaits, on assiste à une accélération importante des luttes ouvrières dans toute l'Espagne. Celles-ci se développent simultanément, spontanément, dans des régions et dans des secteurs de plus en plus nombreux. A présent, elles gagnent les plus importantes concentrations industrielles du pays, telles Talbot à Madrid, Ford à Valence, les postiers et les chômeurs à Barcelone. Dans cette situation, il y a parmi les ouvriers une grande combativité, une volonté d'étendre leurs luttes et de tenter de prendre eux-mêmes "les choses en main".

## Etendre la lutte

La tentative de s'unir pour lutter et d'étendre les combats va se manifester plus nettement à partir de la lutte des chantiers navals dans un contexte d'ébullition sociale qui touche tout le pays: - le fait que ce soit de nombreux secteurs qui sont attaqués par la bourgeoisie (l'automobile, les chantiers navals, la fonction publique etc...) permet peu à peu à la classe ouvrière de ne pas se laisser enfermer dans la corporation, les

particularités. Ainsi par exemple, les ouvriers des chantiers navals rejoignent les ouvriers d'autres secteurs en grève; - de même, les ouvriers réagissent à l'enfermement dans l'usine, le chantier et tentent de gagner la rue: les ouvriers du chantier naval d'Astano (Galice) comprennent que l'occupation de "leur" usine ne suffit pas et décident d'aller à El Ferrol. Pendant le trajet, les épouses des ouvriers se joignent à la manifestation ainsi que les ouvriers du chantier naval voisin;

- les travailleurs veulent étendre leurs luttes à d'autres villes, d'autres régions. Cette volonté s'est exprimée dans la marche sur Madrid des ouvriers de différents secteurs qui voudront aller appeler leurs camarades des banlieues industrielles de la ville à se joindre à eux et ne voudront pas se contenter des "ballades stériles" et démoralisantes dans les beaux quartiers;

- la vraie solidarité qui consiste à rejoindre ses frères de classe dans le combat se manifesterait parmi les ouvriers au travail qui répondront à l'appel de leurs camarades en grève de se joindre à eux. Les conducteurs de bus (Cadix) se mettront en grève par solidarité avec les ouvriers des chantiers navals. De la même manière, des ouvriers ayant subi des défaites antérieures retourneront au combat pour appuyer d'autres secteurs en lutte. Par exemple, les travailleurs d'AHM (Sagunto, Hauts-Fourneaux) qui ont subi une défaite l'an passé, se joindront à la lutte des ouvriers agricoles.

Ainsi, afin de rompre leur isolement et afin de ne pas être vaincus d'avance, les travailleurs en Espagne recherchent l'extension de leurs luttes. Celle-ci se heurte sans cesse à l'Etat et essentiellement à ces faux-amis que sont les syndicats. Ceux-ci ont tout fait pour enfermer les ouvriers dans l'usine, la région, les promenades "bidons", les "actions coup de poing", etc, qui ne mènent à rien si ce n'est à diviser les ouvriers entre eux.

## S'auto-organiser

Cette nécessité de l'extension de leurs luttes va amener peu-à-peu les ouvriers à tenter de prendre eux-mêmes le combat en mains. A plusieurs reprises, ils essaieront de s'organiser en assemblées générales sans attendre ou laisser l'initiative à ces "organiseurs professionnels" des lut-

tes que sont les syndicats.

Cette tendance est apparue fortement parmi les ouvriers agricoles de Valence, les cheminots, dans l'usine Ford et enfin dans le plus grand centre industriel du pays: la région de Barcelone.

Là, les postiers qui s'étaient déjà mis peu auparavant en lutte à la suite de licenciements de contractuels, repartent en grève après l'annonce de la direction d'augmenter le temps de travail les samedis. Ils mettent en place une assemblée générale permanente et élisent un comité de grève révoquant le mandaté et responsable devant l'assemblée. Celle-ci décide unitairement non seulement la revendication initiale contre l'augmentation des samedis ouvrables (qui fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase) mais met en place une plate-forme revendicative en 15 points qui dépasse le cadre de la seule région de Barcelone.

L'assemblée générale se dote également de piquets de grève afin de se faire entendre par le reste des travailleurs, de COMMUNIQUER, PARLER avec leurs camarades de travail.

Elle décide aussi une marche sur Madrid comme les ouvriers des chantiers navals l'avaient fait précédemment pour ETENDRE leur mouvement.

Face à cette décision des travailleurs des postes de s'organiser pour décider ensemble la marche à suivre afin d'étendre leur combat, nous voyons très vite la CNT et les CCOO (syndicat du PC espagnol) essayer de prendre la tête de la lutte en se faisant élire dans le comité de grève. Or, à partir de cela, un rapport de forces va s'instaurer entre ce comité et les ouvriers qui composent l'assemblée générale.

Ainsi, une des propositions des syndicats sera de substituer au comité de grève un comité syndical "car plus conforme à la législation du travail". Unitairement, l'assemblée générale des ouvriers dira "NON" !

De même, lorsque les syndicats (qui se sont "installés à la table" du comité de grève) proposeront la reprise du travail à un moment fort de la lutte et alors que les ouvriers n'ont rien obtenu, l'assemblée générale dira "NON" !

Mais peu à peu, par tout un tas de magouilles, les syndicats arriveront à nuire au mouvement et à l'isoler.

Pour la marche sur Madrid, ils trom-

pent les ouvriers en décommandant et empêchant les grèves dans le reste du pays et à Madrid justement !

Ils dévoient les piquets de grève vers des actions violentes comme le déchirement des sacs postaux, ce qui non seulement ne sert à rien, mais les éloignent de l'assemblée générale alors qu'ils devraient y être, au contraire, un des instruments pour établir le lien entre elle et les autres ouvriers.

De plus, ils utilisent un langage très radical et combatif face aux travailleurs et "par derrière" les démoralisent avec des idées telles "les autres sont pour la reprise du travail", "il faut attendre que les autres bougent", etc... Bref ! Ils pointent les ouvriers dans le dos et font tout ce qu'ils peuvent pour leur faire peur, pour leur faire perdre confiance en eux-mêmes. Car, par exemple, comment convaincre les autres de bouger si on reste soi-même immobiles ?

Parmi les leçons que nous devons tirer de ce mouvement, il y a :

1) l'assemblée générale est indispensable pour mener la lutte uniquement si elle est souveraine, c'est-à-dire si elle exprime la volonté des ouvriers dans leur ensemble, si c'est elle qui décide;

2) pour cela, le comité de grève doit exprimer le plus justement et le plus largement possible les propositions faites par l'assemblée de tous les ouvriers. A Barcelone, par exemple, quand le comité composé des syndicalistes de la CNT propose la reprise du travail à un moment fort de la lutte et sont donc hués par l'ensemble des ouvriers réunis, ceux-ci auraient dû choisir d'autres délégués : ceux qui exprimaient leurs intérêts et appliquaient leurs décisions.

3) l'assemblée générale ne doit pas rester enfermée sur elle-même, vivre pour soi en quelque sorte. L'auto-organisation par les assemblées générales ne peut plus devenir qu'un "corps mort" si elle se vide de ce qui est sa raison d'être : la volonté d'une réelle extension et d'une coordination entre les différents secteurs, au-delà de tout corporatisme, de toutes régions... Voilà l'expérience que vivent les ouvriers en Espagne ! Que les ouvriers du monde entier la fassent leur !

M.B

## LA RIPOSTE OUVRIERE S'ELARGIT

(suite de la page 1)

### Les syndicats et le syndicalisme de base sont des obstacles

Tout en confirmant les perspectives de la lutte quant à l'extension, l'expérience des grèves au Danemark montre également à quels obstacles se trouve confrontée la classe ouvrière.

C'est le rôle de la gauche dans l'opposition que de faire croire qu'elle est "contre le gouvernement", alors qu'elle défend exactement la même politique capitaliste, se serrer la ceinture "pour la défense de l'économie nationale". C'est sa tâche spécifique, sur le terrain des luttes, d'être sur les pas des ouvriers pour prendre le contrôle et figer dans des impasses chacune des initiatives de la

### Intervention et perspectives:

#### auto-organisation et généralisation des luttes ouvrières

Le CCI est intervenu à plusieurs reprises dans les grèves, les manifestations, parmi les chômeurs, en particulier par deux tracts, pour donner des orientations concrètes et défendre les perspectives révolutionnaires : d'une part, la nécessité de poursuivre l'extension de la lutte, de prendre en mains la lutte dans les assemblées et des comités de grève, des délégations massives, pour la solidarité active ; d'autre part, le caractère général et non spécifique au Danemark des attaques du capital ainsi que des réponses du prolétariat, et donc la perspective de la généralisation des luttes, de la destruction du capitalisme, de la révolution communiste internationale, en vue d'arracher les moyens de production des mains de la classe capitaliste, pour les soumettre aux besoins réels des hommes.

Cette intervention a été dénoncée par des éléments du PC danois qui ont fait courir le bruit classiquement utilisé contre les révolutionnaires, d'être des "agents de la CIA", dans les piquets et les manifestations. Mais parmi les ou-

classe. Le syndicalisme de base, représenté au Danemark par l'omniprésence des "Tillidsmen" dans tous les lieux où une vie ouvrière cherche à s'exprimer, se trouve être l'obstacle premier que la classe ouvrière rencontre dans le développement de ses luttes.

Le même partage du travail mis en place par la bourgeoisie britannique contre la grève des mineurs (Thatcher, TUC, NUM et shop-stewards) s'est retrouvé au Danemark entre le gouvernement de droite de Schlüter, l'appareil syndical LO et les "Tillidsmandsringen" contrôlés par le DKP, VS et les gauchistes.

vriers et les chômeurs ces perspectives ont pu être discutées à plusieurs occasions. Et ceci montre que c'est dès à présent, malgré les obstacles et le long chemin qui reste à faire, que tendent à être posées les questions de l'extension du combat à toute la classe, de la nécessité et la possibilité de l'auto-organisation, de la remise en question, non pas de la gestion du capital national, mais du capitalisme lui-même avec toutes ses composantes de droite et de gauche, de l'identité des conditions d'existence pour les ouvriers de tous les pays. Toutes ces questions expriment et accélèrent l'extension et l'approfondissement de la prise de conscience de la perspective du renversement du capitalisme par la révolution communiste et les moyens à mettre en oeuvre pour y parvenir.

Les luttes ouvrières au Danemark confirment l'accélération de l'histoire à laquelle nous assistons et constituent un pas supplémentaire de la vague de luttes ouvrières qui agite le monde depuis un an et demi et qui prépare le terrain de la

grève de masse, de sa généralisation internationale et des affrontements décisifs du prolétariat contre la bourgeoisie.

L'élargissement de la lutte à la classe ouvrière au Danemark s'est ralenti momentanément. Pour autant, au niveau international d'abord -des grèves similaires surgissent en ce moment-même en Hollande -et au niveau du Danemark, la perspective n'est pas au calme social ou à une pause dans les luttes ouvrières. Les ouvriers rentrent au travail déçus et mécontents, mais ni démoralisés, ni battus. Les mythes de l'Etat "social", de la vraie "démocratie", s'érodent dans la conscience des ouvriers. Et c'est là un apport fondamental pour la prise de conscience de la classe de sa force révolutionnaire dans la lutte présente et à venir de la classe ouvrière internationale.

M.G.

#### NOTES :

(1) voir RI no 128 à 131, et ce numéro.  
(2) voir la Revue Internationale no 36 "Thèses sur l'actuelle reprise de la lutte de classe" et les articles sur cette reprise dans les revues internationales du no 37 au no 40.

(3) Les "Tillidsmen" -"hommes de confiance"-, équivalents des shop-stewards britanniques, sont les délégués du personnel nommés par atelier, par bureau, par centre, nominations qui sont ratifiées par le syndicat. Ils sont organisés par secteurs et par régions au niveau national (au Danemark, 95% des travailleurs sont syndiqués).



## AUSTERITE ET

### GRANDE-BRETAGNE

Au lendemain de la grève des mineurs, le gouvernement Thatcher augmente le nombre des fermetures de puits et des licenciements par rapport au plan prévu l'an dernier.

Des grèves continuent d'éclater dans d'autres secteurs : début avril, la direction des postes met en place l'introduction de nouvelles machines automatiques, (chaque machine nécessitant deux personnes au lieu de 15) et l'embauche de contractuels pour les heures supplémentaires : les employés du grand centre de tri le Londres se mettent en grève immédiatement.

### BELGIQUE:

Les nouvelles conventions collectives signées par les syndicats attaquent encore plus vivement les conditions de vie des travailleurs (licenciements, baisse des salaires...)

Il ne se passe pas un jour sans qu'une grève ne se déclenche quelque part contre les conventions collectives. C'est ainsi que des grèves ont éclaté dans l'industrie automobile (Volvo-Gand, VW-Bruxelles) dans la chimie (Solvay), dans les chantiers navals (Longbrugge, INIEX), dans la métallurgie (Mechelen, Tense), dans les mines (Berrigen), etc...

### SUEDE:

Le syndicat des travailleurs de la Métallurgie et la Fédération patronale de l'industrie Mécanique ont conclu le 18-3 un accord sur les salaires pour 1985 qui respecte la limite des 5% d'augmentation posée comme condition nécessaire à la limitation de 3% de l'inflation -accord au niveau des entreprises.

Quelques heures après l'annonce de l'accord, des grèves sauvages ont éclaté chez VOLVO et SAAB Scania. Ils ont cessé le travail pendant une heure pour protester contre leur syndicat. Ils récla-

DES LUTTES EST NECESSAIRE ET POSSIBLE

"Si vous acceptez de nouvelles baisses de salaires, la modernisation de vos entreprises et son cortège de nouveaux licenciements, si vous renoncez à vos avantages acquis, si vous acceptez la flexibilité de l'emploi, de suivre de nouvelles formations professionnelles, de voir les cadences de travail augmenter, alors, tous ensemble, nous arriverons à relancer l'économie. Tous ensemble, nous ferons reculer le chômage, comme cela se passe aux USA. Et qui sait, demain, nous retournerons peut-être à la prospérité."

Ce discours, pendant deux ans la bourgeoisie l'a tenu face aux ouvriers, sur différents registres, dans toutes les langues, dans tous les pays d'Europe.

La reprise de l'activité aux USA, les taux de croissance qualifiés d'appréciables enregistrés dans ce pays, le recul de 2% du taux de chômage, voilà bien, disait la bourgeoisie, la preuve, vivante, intangible, que nous vous disons la vérité, qu'une issue positive à la crise existe, que les sacrifices que nous vous demandons ne seront pas inutiles.

Aujourd'hui, en ce début d'année 85, la preuve vivante, intangible d'une issue positive possible à la crise, l'exemple type et le modèle à suivre ou à rattraper, n'est plus.

La dynamique de la croissance économique américaine est brisée. La reprise de l'activité s'essouffle.

Ainsi, après avoir atteint un taux de croissance de 7,1% du PNB au printemps 84, les USA ont vu ce taux ramené à 1% à la fin de l'année. Par ailleurs, attendu à 3 ou 4% pour le premier trimestre 85, il se limite péniblement, dans les faits, à 2,1% (ouvrant immédiatement la porte à la chute du roi dollar). (voir article dans la revue internationale n°41, "Dollar : le roi est nu".)

En quelques semaines, la réalité, une fois de plus, a dévoilé le mensonge. En quelques semaines, la bourgeoisie européenne se voit privée d'un de ses principaux thèmes de propagande visant à dissuader le prolétariat de lutter.

Mais la fin de la reprise économique aux USA ne se limite pas qu'à cela, une perte d'un outil de propagande. C'est pour la bourgeoisie mondiale le principal moteur de relance, limitée, certes, mais réelle (voir RI n°130), fondée sur un endettement massif de l'Etat américain (dont le déficit budgétaire a triplé en deux

ans) et sur une politique de dollar fort que seule pouvait se permettre la première puissance économique et militaire du monde, qui est brisé!

C'est par contre coup, de façon plus immédiate, la possibilité pour la bourgeoisie européenne de continuer à faire fonctionner à un certain niveau son appareil de production (en escomptant, comme elle était parvenue à le faire depuis deux ans, au prix d'une attaque sans précédents des conditions de vie de la classe ouvrière (1), pouvoir écouler sur le marché américain une part significative de ses marchandises -parfois jusqu'à 50% des exportations-) qui se ferme.

Cette réalité se traduisant de façon immédiate par le fait qu'en un mois, la baisse d'activité aux USA a entraîné dans les pays de l'OCDE une augmentation de 600 000 nouveaux chômeurs. Par le fait également que c'est en Allemagne, principal bénéficiaire européen de la reprise US, que se sont comptés 300 000 de ces 600 000 nouveaux chômeurs européens (portant le nombre de chômeurs réels dans ce pays à 4 millions selon les dirigeants sociaux-démocrates). Par le fait enfin que dans cette citadelle du capitalisme, la bourgeoisie relance son attaque de façon spectaculaire et significative de l'avenir :

Annonce :  
-de 8000 licenciements à GRUNDIG,  
-de 12 000 licenciements dans les chemins de fer,  
-de dizaines de milliers de licenciements dans la métallurgie (chez Krupp et Kropfer),  
-rumeur sur la possibilité de 16 000 licenciements à Ford dont 5000 cette année,

-adoption de lois anti-ouvrières dites de flexibilité de l'emploi, de réglementation concernant le travail de nuit et le dimanche.

C'est en définitive l'inéluctabilité pour l'économie capitaliste mondiale de s'orienter vers une phase de récession la plus longue et la plus profonde de ces 20 dernières années, jalonnées de faillites financières et bancaires retentissantes qui s'enclenche. C'est l'impérative nécessité pour la bourgeoisie mondiale et en Europe de porter son attaque des conditions de vie du prolétariat simultanément, dans tous les pays, dans tous les secteurs, à un niveau sans précédent.

Non seulement sous la forme de l'intensification des programmes d'austé-

rité salariale, mais également et surtout à travers une véritable explosion du chômage.

Cette attaque plaçant la classe ouvrière, en Europe en particulier (lieu où se joue le rapport de forces politique prolétariat-bourgeoisie à l'échelle mondiale)(2) devant la nécessité de riposter à un niveau supérieur ; de développer au travers de ses luttes une unité et une solidarité de classe dépassant tout ce qu'elle a pu parvenir à faire depuis 68.

La classe ouvrière est-elle en mesure de relever le défi?

La réponse à cette question est : OUI! D'abord, parce que la classe ouvrière, confrontée au cours de ces deux dernières années à une austérité et un chômage grandissants n'a pas attendu pour réagir la fin officielle de la reprise américaine. Propagande bourgeoise ou pas sur ce sujet, elle a repris dès 83 le chemin de son combat de résistance à l'exploitation et à la logique du capitalisme en crise. Elle a confirmé ainsi que, malgré les échecs et les défaites essuyées par le passé, son potentiel de combativité, dont elle avait fait montre à partir de 68, restait entier. Mieux, qu'il se nourrissait et se renforçait au feu de l'attaque capitaliste, au feu de la crise elle-même, balayant peu à peu toutes sortes d'illusions.

La réponse à cette question est oui parce que la classe ouvrière, depuis un an et demi, a été capable de développer le mouvement de lutte le plus simultané de toute son histoire antérieure, incluant dans le combat des milliers d'ouvriers, de différents secteurs, de différents pays, au même moment, à quelques jours, ou à quelques semaines d'intervalle ; simultanément sans laquelle aucune extension géo-politique de la lutte, aucune véritable solidarité active de classe et aucune révolution ne pourrait être envisagée.

La réponse est oui, parce que dans ses luttes, dans tous les secteurs, le prolétariat s'est à nouveau confronté à la question de la nécessité et de la possibilité de cette extension et de cette solidarité ; qu'il a cherché à y donner une réponse. (voir RI n°129, 130, et ce numéro.)

Parce que, s'il a été finalement bloqué dans toutes ces tentatives, par les mensonges et les sabotages des syndicats et des partis de gauche, il a manifesté à l'égard de ces derniers une défiance toujours plus grande ; parce que l'attentisme, l'hésitation à rentrer en lutte, en raison de la peur du chômage, en raison des difficultés pécuniaires en milieu ouvrier ont été battues en brèche et ont commencé à devenir un puissant facteur de mobilisation, de combativité. Parce qu'aujourd'hui, la classe ouvrière a commencé à réaffirmer dans ses luttes la nécessaire solidarité entre ouvriers actifs et chômeurs (voir RI n°129), parce que déjà, elle manifeste la volonté de ne plus laisser isolés et impuissants ses membres qui se retrouvent de plus en plus massivement au chômage et qui s'organisent pour lutter (voir RI n°129 et n°130).

La réponse à cette question est "OUI" enfin, parce qu'avec l'expérience de ce qu'elle a déjà fait et de ce qu'elle continue à faire, la classe ouvrière va trouver, dans le caractère encore plus général, plus simultané de l'attaque de ses conditions de vie à venir, des bases plus favorables pour réussir à étendre ses luttes par delà les divisions catégorielles, usinistes, régionales, nationales qui font la force de l'encadrement des syndicats et des partis de gauche.

Parce qu'elle va trouver dans la profondeur de cette attaque et de son axe central, le chômage, la misère qui l'accompagne, des raisons supplémentaires de se battre encore plus résolument contre la bourgeoisie et son Etat.

C'est à dire, parce que la classe ouvrière, va trouver dans cette situation les moyens et les raisons de remettre en cause plus frontalement et profondément la logique et l'ordre du capitalisme mondial en crise.

Aux révolutionnaires de la reconnaissance et d'en tirer les conclusions. Aux révolutionnaires de se porter à la hauteur de cet enjeu, dès maintenant.

L.L.

NOTES :

(1) Voir la revue internationale n°41: "dollar : le roi est nu".

(2) Voir la revue internationale n°31: "Le prolétariat d'Europe de l'Ouest, au coeur de la lutte de classe".

APPEL AUX LECTEURS

■ L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires. C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques ; c'est pourquoi, nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu par la bourgeoisie sur les grèves ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans des librairies ou des kiosques et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

L'APPEL AUX LECTEURS A ETE ENTENDU

M. le 17-3-85,

Abonné à RI, j'ai lu avec satisfaction votre "appel aux lecteurs" du no 129, car c'est vrai que les idées exprimées dans votre presse et dans vos tracts ne vous appartiennent pas. Elles appartiennent au prolétariat tout entier. Il était aberrant de confier la vente de RI ainsi que la distribution de vos tracts aux seuls militants du CCI. A chaque parution de tract envoyez-moi un exemplaire ; j'ai ce qu'il faut ici pour le reproduire..)

Récemment, dans le Gard, il s'est créée une association de chômeurs. J'ai conversé pendant quelques minutes avec un responsable de cette association ; c'était édifiant. Détail important : interdiction de faire de la politique au sein de cette association (1). A Nîmes un responsable d'un mouvement contre le racisme m'a déclaré, tout cru : "il faut bien de temps en temps collaborer avec la bourgeoisie". Ecoeurant ! J'allais oublier, si vous avez des tracts en arabe, envoyez m'en la traduction, si possible.

Salutations, S.

D. le 5-4-85

Une librairie de Strasbourg accepte de prendre en dépôt le journal, les revues et les brochures. A Montbéliard et à Sochaux 2 marchands de journaux accepteraient de vendre le journal.

Je viendrai à la permanence du ..., préparez donc du matériel si vous souhaitez que je m'en occupe.

Saluts, D.L

S. le 25-2-85

Pour le 10 ème anniversaire du CCI, j'achète 20 exemplaires de RI que je diffuserai autour de moi.

Salutations, P.L.

(1) cf. dans ce journal notre article sur les comités de chômeurs. Voilà un exemple supplémentaire, s'il en fallait encore, qui souligne le travail de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière. Il ne faut surtout pas parler de politique aux travailleurs. Notre lecteur, par contre, se fait des illusions s'il croit que la bourgeoisie va expliquer aux travailleurs que le chômage va se développer avec l'approfondissement de la crise du capitalisme et que la misère et l'exploitation ne prendront fin qu'avec sa destruction.

CONTRIBUTION A LA SOUSCRIPTION POUR LA PRESSE REVOLUTIONNAIRE

D. (Tours)	400f
E.G. (Toulouse)	30f
D.F. (Lyon)	30f
C. et G. (Paris)	100f
N.R. (Nantes)	50f
P. (Grenoble)	100f
V. (Clermont-Ferrand)	24f
Q. (Paris)	400f
C. (Paris)	20f
G. (Paris)	800f
Total	1 954f

SOUSCRIPTION PERMANENTE

■ L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions.

Nous lançons dès aujourd'hui une souscription pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Nos lecteurs qui le désirent, pour une souscription minimum de 80f, recevront 10 numéros de RI. La première souscription porte sur les numéros 6 et 7 de RI ancienne série, et sur les numéros 1,2,3,6,7,8,9,10 de la nouvelle série.

LUTTE DE CLASSE DANS LE MONDE

maient une augmentation horaire de 5 couronnes alors que la convention leur donne 2,5 couronnes, non seulement pour eux-mêmes, mais pour toutes les usines Volvo du Gothenburg.

ISLANDE :

Jusqu'au 14 mars, les pêcheurs ont fait une grève de 25 jours pour une augmentation salariale de 80%. Finalement, le gouvernement accordera 30%.

ROUMANIE:

Comme dans tous les pays de l'Est, mais plus fortes encore, des mesures draconiennes de privation ont été prises cet hiver : coupures d'électricité de 2 à 8 heures par jour, chauffage limité à 16 degrés, création d'équipes chargées de vérifier si les mesures sont appliquées, et de faire des visites surprises, encourageant à la délation (peines de prison encourues pour ceux qui ne se soumettent pas aux privations).

BRESIL:

Le 15 mars, la "démocratie brésilienne" voit le jour. En février, les négociations avec le FMI ont été rompues. Le 26 mars, les premières mesures d'austérité tombent. Des grèves éclatent dans l'Etat de Sao Paulo (canne à sucre, postes, transports urbains). D'autres s'annoncent chez les métallos.

En mai, est prévu le réajustement des salaires dans la métallurgie. Le nouveau gouvernement établit un "pacte social" à la sauce espagnole. Les patrons redoutent les grèves. Les premières mesures d'austérité portent sur une réduction de 10% des dépenses publiques, l'arrêt de l'embauche dans la Fonction Publique, l'inflation est de 300% l'an.

Le 11 avril, 200 000 métallos sur 700 000 se mettent en grève dans les firmes automobiles (Volkswagen, Ford,

General Motors) après l'échec des négociations avec le syndicat patronal. Les métallos demandent la réduction de la semaine travaillée de 48h à 40h et le réajustement trimestriel des salaires au lieu du réajustement semestriel.

Les patrons ne veulent faire aucune concession sur les horaires.

BOLIVIE:

Le 22 mars, la grève générale appelée par la COB (principal syndicat bolivien) en est à son 13ème jour. Le gouvernement (de gauche) fait appel à l'armée pour réprimer les manifestations.

Le 23 mars, la COB décide l'arrêt de la grève sans que les ouvriers aient obtenu satisfaction sur le salaire minimum indexé sur la hausse des prix (l'inflation est de...2000%). Il faut dire que la COB appuie le gouvernement, co-gestionne les mines et les centres d'approvisionnements, désespérément vides.

AFRIQUE DU SUD:

Depuis le début de l'année, les affrontements avec la police, les émeutes deviennent quotidiens (des centaines de morts : 25 ans après le massacre de Sharpeville, chaque jour une nouvelle tuerie allonge la liste des victimes). En 84, 163 000 personnes ont été arrêtées pour infractions à la réglementation sur les laisser-passer pour les noirs.

Au début du mois d'avril, trois jours de grèves générales ont paralysé l'activité de plusieurs villes.

SOUDAN:

Après le coup d'Etat du 6 avril, les grèves et les manifestations se poursuivent. Le rassemblement syndical soudanais appelle à la reprise du travail. Le 9 avril, une grève générale paralyse tous les secteurs.

# 1905 : SURGISSEMENT DES CONSEILS OUVRIERS ET DE LA GREVE DE MASSE

6

## L'EXTENSION ET L'AUTO-ORGANISATION REVOLUTIONNAIRES DES LUTTES DU PROLETARIAT

Il y a 80 ans, le prolétariat engageait en Russie le premier mouvement révolutionnaire de ce siècle, la répétition générale de la révolution victorieuse de 1917 et de la vague révolutionnaire mondiale qui l'a suivie jusqu'en 1923. A cette occasion, il devait utiliser pour la première fois son arme spécifique dans la période de décadence du capitalisme : la grève de masse.

Face aux questions cruciales que se pose la classe ouvrière dans la reprise de ses combats présents, il revient aux minorités révolutionnaires de rappeler à leur classe les combats titanesques livrés par les ouvriers de 1905 contre un système qui, dès le début du siècle, n'avait déjà plus rien à offrir au prolétariat.

S'il est indispensable pour les ouvriers d'aujourd'hui de se réapproprier les principaux enseignements de cette première expérience, c'est essentiellement parce que les réponses aux questions posées par la reprise actuelle de la lutte de classe ont été données dès 1905 : la question de l'unification de la classe ouvrière à travers l'extension et l'auto-organisation de sa lutte, posant les jalons de l'assaut révolutionnaire contre l'ordre bourgeois.

Dans sa lutte implacable contre la barbarie du capitalisme, le prolétariat aura de plus en plus besoin de se tourner vers son passé pour résoudre les problèmes du présent. De la solution de ces problèmes dépend non seulement son avenir, mais l'avenir de l'humanité.

■ La révolution de 1905 débute par un événement mineur qui mettra le feu aux poudres : en décembre 1904, deux ouvriers de l'usine Poutilov à St Pétersbourg sont licenciés pour avoir adhéré à une organisation politique. Le 3 janvier, la grève éclate à l'usine Poutilov et fait tâche d'huile : le 7, 140 000 grévistes manifestent leur colère dans les usines de St Pétersbourg, organisant des assemblées générales au cours desquelles ils élaborent des revendications économiques et politiques exprimant leur révolte contre l'autocratie tsariste, contre les conditions de misère et d'exploitation imposées par la crise économique : augmentation des salaires, journée de 8h, libertés civiles,

suffrage universel... C'est sous la conduite d'un pope, Georges Gapone -dont on apprendra plus tard qu'il est un provocateur à la solde de la police- que les ouvriers vont défiler pacifiquement derrière des icônes en direction du Palais d'Hiver. Ils apportent au tsar une pétition le suppliant humblement d'alléger la misère et l'oppression des masses. Ils sont accueillis par la mitraille des troupes tsaristes qui tirent sauvagement dans le cortège. C'est sur les monceaux de cadavres de ce "dimanche rouge" de l'hiver 1905 que va surgir la première explosion révolutionnaire du prolétariat à l'échelle de tout un empire, le premier mouvement de grève de masse de l'histoire.

### L'extension de la grève de masse

Pendant deux mois, la riposte ouvrière va s'étendre dans toute la Russie, entraînant dans 122 villes près d'un million d'ouvriers. Puis, progressivement, le mouvement va décliner pour ressurgir spontanément et avec une force décuplée en automne. Ce mouvement du début de 1905 constituait donc en réalité une préparation du mouvement beaucoup plus vaste de l'automne 1905, préparation au cours de laquelle le prolétariat avait besoin de prendre conscience de sa propre force en tant que classe révolutionnaire autonome.

Cette force, il va la déployer dans toute son ampleur neuf mois plus tard. Les luttes de l'automne 1905 vont constituer le point culminant du mouvement de 1905. Comme en janvier, ce dernier débute par un événement mineur : le 19 septembre, les ouvriers de l'imprimerie Sytine à Moscou déclenchent une grève pour l'augmentation des salaires et la diminution de la journée de travail. C'est d'abord sur une base corporative que la grève va s'étendre : les typographes des imprimeries de Pétersbourg manifestent leur solidarité avec ceux de Moscou. Mais très vite, la grève se développera sur une base géographique, au delà des divisions sectorielles : l'effervescence prolétarienne va gagner les ouvriers des chemins de fer ; elle se renforcera avec l'entrée des ouvriers des télégraphes dans le mouvement. Les grévistes se réunissent en assemblées générales qui, immédiatement, décident de s'organiser en conseils (soviets) afin de centraliser et coordonner leurs luttes. 5 jours après la création du premier soviets, la grève se déploie dans toute son ampleur à l'initiative des cheminots qui bloquent les voies ferrées : toutes les communications entre Moscou et les autres villes sont coupées. Malgré les menaces de répression (trois mois de prison pour les grévistes), les cheminots en lien avec les ouvriers des télégraphes ne reculent pas et s'emparent de tous les moyens de communication pour prendre en main l'extension géographique du mouvement. La grève va irradier pendant deux mois du centre vers la périphérie. Porté par l'élan révolutionnaire, le prolétariat va comprendre également la nécessité de se renforcer en entraînant dans son sillage toutes les couches non-exploiteuses de la société. Ainsi, l'extension prendra un caractère de plus en plus politique, notamment par la recherche de la solidarité avec les soldats : le prolétariat prenait par la conscience que la conquête des ouvriers et paysans en uniformes était une condition indispensable à la prise du pouvoir.

Ainsi, au cours de l'automne 1905, l'embrasement révolutionnaire, à l'initiative du prolétariat, va gagner toutes les régions et toutes les couches sociales de la Russie. Grèves ouvrières, manifestations d'étudiants, mutineries de soldats, révolte des matelots et des paysans, vont se multiplier et contraindre la classe dominante à céder momentanément du terrain : retrait de la loi martiale promulguée en Pologne pour entraver tout risque de généralisation du mouvement, paiement des journées de grève, amnistie pour les

mutins du soulèvement de Cronstadt, etc.

Cet ouragan révolutionnaire, qu'illustreront les journées d'octobre et novembre 1905, était le résultat d'un mûrissement profond dans la conscience du prolétariat, mûrissement qui lui a permis de se relever de la défaite tragique de janvier et qui a fécondé ce gigantesque assaut contre le capital. Neuf mois seulement s'étaient écoulés depuis le pèlerinage du 9 janvier vers le Palais d'Hiver. La soutane de Gapone n'était qu'un accessoire ; le véritable auteur, c'était le prolétariat" (Trotsky, "1905").

Dès les premières années du siècle, la grève de masse de 1905 a montré que c'est par l'extension de son combat à tous les secteurs que le prolétariat prend conscience de sa force et s'affirme comme le seul véritable sujet de l'histoire. Grâce à son arme redoutable de la grève de masse, il participe au premier plan à l'accélération de l'histoire. C'est ainsi que "la révolution établit elle-même et pour elle-même le compte de ses années ; ses mois sont des lustres, ses années des siècles". (Trotsky)

L'"Octobre Rouge" de 1905 est riche d'enseignements pour la classe ouvrière d'aujourd'hui. Face au problème essentiel auquel se trouve confronté le prolétariat des années 80 dans la reprise actuelle de son combat -le problème de l'extension-, 1905 lègue un autre acquis fondamental : dans la période de la grève de masse, (c'est-à-dire la période historique ouverte par la décadence du système capitaliste); l'arrêt prolongé du travail n'est pas une torce en soi ; il risque, en effet, dans certaines circonstances, non pas de paralyser la bourgeoisie, mais de paralyser le développement des luttes ouvrières (comme l'a montré, par exemple, la grève du secteur public de septembre 83 en Belgique où la grève des transports a constitué une entrave à l'extension et à la coordination du mouvement). C'est ainsi qu'en octobre-novembre 1905, la reprise du travail dans certains secteurs a exprimé et a constitué un pas gigantesque dans le développement de la conscience du prolétariat, lui permettant d'unifier sa lutte ; ici, on fera fonctionner les trains pour conduire les délégations ouvrières ; là, on utilisera les télégraphes pour communiquer les instructions d'un soviets à l'autre ; ailleurs, on s'emparera des imprimeries pour publier la presse ouvrière...

Utiliser la force de travail des ouvriers non pour l'asservir au capital mais pour servir l'extension de la grève, tel est un des autres enseignements majeurs de 1905. L'importance de l'extension des luttes tant comme moyen d'unification et de prise de conscience du prolétariat que comme moyen de faire reculer la bourgeoisie, la nécessité d'utiliser de façon judicieuse l'arme de la grève de masse afin qu'elle participe au renforcement du prolétariat et non à sa paralysie, voilà des acquis fondamentaux que la classe ouvrière, dans la reprise actuelle de ses luttes, devra se réapproprier comme elle a déjà su le faire en août 80 en Pologne.

### Les soviets, forme de l'auto-organisation du prolétariat

Mais les moyens que les ouvriers de 1905 se sont donnés pour étendre la grève ne se limitaient pas à la seule utilisation des moyens de communication. L'extension consciente des luttes suppose leur coordination qui nécessite l'organisation autonome du prolétariat. De même qu'au cours des années qui ont précédé 1905 où les explosions ouvrières qui ont embrasé toute la Russie, ont constitué les prémices annonciatrices de la grève de masse, il y avait autant de foyers révolutionnaires que de centres industriels à l'automne 1905. Mais ce qui distingue cette période des années précédentes, c'est le bond gigantesque qu'a fait le prolétariat en comprenant la nécessité de s'organiser en classe autonome, de coordonner et centraliser ses luttes. C'est cette capacité du prolétariat de 1905 à affirmer sa souveraineté avec le surgissement des premiers conseils ouvriers -cette forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat-, comme le dira Lénine, qui va lui permettre de développer pleinement la grève de masse.

Au moment où débute la plus grande grève de l'année, les ouvriers de Pétersbourg, en octobre 1905, décident de centraliser le mouvement à travers la création d'une administration ouvrière autonome. Ainsi, naquit le soviets de Pétersbourg qui va regrouper des représentants de toutes les usines et constituer le centre névralgique du mouvement révolutionnaire. Trois jours après la constitution du soviets, le prolétariat organisé décide de créer une presse ouvrière, les "Izvestia" (les "Nouvelles"), organe de liaison et de propagande. Toutes les usines enverront au soviets des délégués élus et révocables à tout moment. Des meetings incessants seront organisés au cours desquels on discutera essentiellement :

- des moyens d'étendre la lutte à tous les secteurs. Ainsi par exemple, au début du mouvement d'octobre, le soviets enverra des délégations massives aux usines textiles de Pétersbourg qui hésitaient encore à se lancer dans le mouvement. Dès le lendemain, les ouvriers du textile cessent le travail. L'extension s'est faite sans contrainte, le soviets souverain ayant réussi à convaincre par sa détermination les plus hésitants ;

- de l'établissement d'une plateforme revendicative (ouverture des locaux pour les réunions, mesures d'approvisionnement et d'armement du prolétariat...). Le soviets ne se faisait aucune illusion sur la capacité de la bourgeoisie à satisfaire de telles revendications. Il s'agissait essentiellement de les utiliser dans un but agitateur, de gagner du terrain dans l'élargissement de la conscience du prolétariat.

Telle était la tâche centralisatrice du soviets ; en unifiant la classe ouvrière, il unifiait également tous les aspects de sa lutte : non seulement les aspects défensifs et offensifs, localisés et généralisés, mais surtout les aspects économiques et politiques.

Ainsi, du fait de l'organisation autonome du prolétariat en soviets -ce poumon de la grève de masse- les combats de 1905 nous ont légué deux autres enseignements fondamentaux pour la lutte de classe aujourd'hui :

1) la victoire réelle ou la défaite de la grève de masse n'est pas déterminée par chacun de ses épisodes mais par son point culminant, le soulèvement révolutionnaire. Cette première leçon, nous la trouvons illustrée dès novembre 1905 au moment où l'effervescence ouvrière pousse le soviets à déclencher une campagne pour la journée de 8h. Dans de nombreuses usines, les ouvriers (du textile et de la métallurgie notamment) vont établir de leur propre chef la journée de 8h. Mais la bourgeoisie refuse de céder et ferme les usines, jetant du jour au lendemain 1900 ouvriers sur le pavé. Immédiatement, les ouvriers, contraints de reculer, acceptent de reprendre le travail sous les anciennes conditions. Le soviets savait que les chances de "victoire" d'un tel mouvement, étaient très faibles. Cependant, il savait aussi que derrière l'inévitable défaite économique, se profilait une victoire politique qui laissera une trace indélébile dans la conscience du prolétariat : en se heurtant brutalement à l'intransigeance du capital en crise, la classe ouvrière était amenée à comprendre dès 1905 la nécessité de la prise du pouvoir. Ainsi, les antagonismes entre bourgeoisie et prolétariat avaient dévoilé leur caractère irréconciliable. Ce mouvement pour la journée de 8h, impulsé par l'auto-organisation du prolétariat, va constituer le prélude à l'insurrection de décembre à Moscou (nous reviendrons sur cette question dans un ar-

ticle ultérieur dans notre presse).

Ainsi, c'est la capacité du prolétariat à s'organiser de façon autonome qui va lui permettre de hisser son combat à une échelle de plus en plus politique, et ceci au prix de défaites souvent douloureuses. Mais, comme le dit R.Luxembourg : "La révolution est la seule forme de guerre où la victoire finale ne peut être obtenue qu'à la suite de toute une série de défaites".

2) La deuxième leçon importante que l'expérience des soviets de 1905 a laissée au prolétariat, réside dans la compréhension de l'impossibilité pour la classe de développer une grève de façon isolée. L'exemple de la grève de novembre des ouvriers de Pétersbourg en solidarité avec les soldats de Cronstadt, est, à ce titre, riche d'enseignements.

Le 26 octobre 1905, dans la garnison de Cronstadt, éclate une mutinerie militaire, écrasée le lendemain par les troupes tsaristes. Immédiatement, un vaste mouvement de protestation s'élève des usines de Pétersbourg, à l'initiative du soviets. Cependant, c'est dans un contexte de recul général dans toute la Russie qu'éclot ce mouvement qui reste localisé à la seule région de Pétersbourg. Devant la difficulté à étendre la grève, le soviets, lance au bout d'une semaine, le mot d'ordre de reprise du travail, comprenant que la poursuite du mouvement, dans de telles conditions d'isolement, ne pouvait mener les ouvriers de Pétersbourg qu'à la démolition. Ainsi, c'est de la capacité du prolétariat à se replier lorsque les conditions ne sont pas mûres pour une offensive immédiate que dépend le renforcement de son combat.

Aujourd'hui, la dramatique expérience des mineurs de Grande-Bretagne ne fait que confirmer cet enseignement majeur légué par le soviets de 1905. De plus en plus, la classe ouvrière sera amenée à comprendre à travers l'accumulation de ses expériences que ce n'est pas dans la durée d'une grève que réside sa principale force, mais dans son extension géographique.

Telles sont les leçons fondamentales que nous ont léguées en 1905, les premiers conseils ouvriers : "Nous ne craignons ni les batailles, ni les défaites. Nos défaites ne sont que les degrés qui nous mènent à la victoire (...). Pour chaque bataille, nous cherchons les conditions les plus favorables. Les événements travaillent pour nous et nous n'avons aucune raison d'en forcer la marche (...). L'avantage est pour nous, camarades ! car demain, nous serons plus forts qu'aujourd'hui et après-demain plus forts que demain ! Arrêtons pour le moment la grève (...) et appliquons toutes nos forces à créer et renforcer ce dont nous avons le plus besoin : l'organisation, encore l'organisation. (...) N'oubliez pas qu'à l'heure de l'engagement décisif, nous ne devons compter que sur nous-mêmes." (Discours du rapporteur du Comité Exécutif du Soviet de Pétersbourg, à la séance du 5 novembre 1905).

Les luttes actuelles de la classe ouvrière sont, par le temps, beaucoup plus éloignées du mouvement de 1905 que celui-ci ne l'était des grands combats prolétariens du 19ème siècle, tel la Commune de Paris ou l'insurrection de juin 1848. Mais, en réalité, il existe une différence considérable entre les conditions et les méthodes de lutte du 19ème siècle et celles de 1905, alors que celles-ci restent, pour l'essentiel, encore valables aujourd'hui. Cette différence réside, comme le disait R.Luxembourg dans le fait que la révolution russe de 1905 "arrive à un point historique qui a déjà passé le sommet, qui est de l'autre côté du point culminant de la société capitaliste". ("Grève de masse, Parti et Syndicats").

Avec l'entrée du capitalisme dans sa phase de déclin, le prolétariat fait la preuve en 1905, qu'il doit en même temps adopter les méthodes de lutte propres à cette nouvelle période : grève de masse, extension des combats au-delà des secteurs, auto-organisation dans la lutte en assemblées générales souveraines, en comités élus et révocables par celles-ci...

Contre toutes les tentatives des syndicats de pousser les luttes vers des impasses (luttes par catégories, grèves longues mais isolées, "solidarité financière" qui sont autant de moyens aujourd'hui caducs) c'est au contraire, de l'expérience de 1905 que doit s'inspirer le prolétariat aujourd'hui comme il l'a fait hier en Russie 1917, Allemagne 1918 et plus récemment en Pologne 1980.

Avril.

# SALUT AUX ASSEMBLEES DE CHOMEURS

■ A Toulouse, le vendredi 22 mars s'est tenue une réunion publique appelée par deux associations de chômeurs : "Emergence" de Toulouse (1) et "la Galère" de Pau (2).

De fait, cette réunion rassemblait des chômeurs et des "actifs". A la mesure de nos forces, nous sommes intervenus comme nous intervenons dans de tels comités.

Spontanément, face à la misère croissante que connaissent les chômeurs, les revendications mises en avant dans la réunion sont orientées vers la lutte pour l'existence :

- pour une allocation pour tous les chômeurs et qui permette de survivre ;
- contre les expulsions, les coupures de courant, les saisies... ;
- pour les squatts, les nécessités alimentaires à défendre, etc... ;
- et nous soutenons cette lutte !

Mais aussi et en même temps, se posent des questions d'un local pour se réunir, de comment être nombreux pour instaurer un rapport de forces, comment se procurer financièrement du matériel (pour faire des tracts par exemple), ce que doit être une assemblée générale, finalement comment lutter.

**COMMENT LUTTER ? COMMENT PRENDRE COLLECTIVEMENT DES DECISIONS ? COMMENT RETROUVER LES METHODES DE LA LUTTE OUVRIERE ? QUELLES SONT CELLES QUI VONT DANS LE SENS DE L'UNION GRANDISSANTE DES OUVRIERS ET DONC DE LEUR RENFORCEMENT ?**

Ce sont à ces questions que le comité s'est immédiatement confronté. Il n'est donc pas étonnant que ce comité ait connu des hésitations et des débats parfois houleux.

## Ce que nous avons défendu

Réaffirmant régulièrement notre accord et soutien à la lutte et aux revendications pour l'existence, comme moyens de lutte, nous avons jusqu'au bout et avec acharnement défendu la souveraineté de l'assemblée générale sur les décisions à prendre et dans ce sens, la nécessité du vote à main levée, la nécessité d'élire un bureau révocable, si celui-ci n'applique pas les décisions de l'assemblée, c'est-à-dire, en un mot, tout ce qui va dans le sens de la maîtrise de la lutte par les ouvriers-chômeurs.

Nous sommes intervenus pour affirmer la nécessité vitale de ne pas séparer la lutte des ouvriers au chômage et la lutte des ouvriers-actifs : la lutte et les revendications des chômeurs ne sont pas une lutte en soi mais vont dans le même sens, affirmant les mêmes intérêts que l'ensemble de la classe ouvrière. Enfermer cette lutte comme lutte de chômeurs serait la condamner à l'échec. Nous avons rappelé que l'obstacle essentiel est celui de l'isolement et qu'il se pose pour n'importe quel secteur de la classe ouvrière en lutte, en rappelant l'expérience de la grève des mineurs en Grande-Bretagne.

-contre ceux qui veulent une lutte spécifique aux chômeurs, un ouvrier proclame : "Moi, j'ai du travail, mais les problèmes sont les mêmes ! Actifs et chômeurs, nous devons lutter ensemble". Et lorsque la question sera posée de trouver un autre nom que "La Galère", ce même ouvrier proposera à nouveau "appelons-nous, Comité actifs-chômeurs !".

Qui ! Actifs-chômeurs ! Même combat ! celui de la classe ouvrière ! Mais cette conviction n'est pas encore totalement partagée.

- contre les initiateurs qui proposent des actions communes avec les "Pagat" et autres syndicats, des désaccords s'expriment. Mais pourquoi, disent les premiers puisque les syndicats ont la même plate-forme que notre comité ?

Cependant, beaucoup se méfient des syndicats. Nous nous sommes dans ce sens : les syndicats en organisant la lutte pour nous et à notre place, nous en dépossèdent, nous orientent vers ce qu'ils veulent et ce qu'ils décident, nous enlèvent toute maîtrise et tout contrôle et possibilité réelle donc de nous unir. En effet, si un peu partout, des syndicats de chômeurs se sont constitués, leur travail essentiel consiste à maintenir les chômeurs isolés les uns des autres et isolés du reste de la classe ouvrière. (cf. article, p.3 dans ce journal).

- de fait, c'est la question : "comment être forts?", "comment être nombreux ?" qui est portée au centre des débats. Une proposition est lancée : faisons un tract ! Et pour notre part, nous proposons qu'il soit distribué non seulement aux chômeurs, aux ASSÉDIC et ANPE mais aussi aux usines. L'accord est loin d'être total ! Certains veulent rester entre chômeurs, d'autres considèrent notre proposition peut-être "théoriquement" juste -c'est le terme d'un chômeur- mais irréaliste !

En effet, le chômage, c'est dur ! En plus de la misère, il fait peser sur les chômeurs le poids de l'isolement, et si la volonté de lutter est tellement réelle, se pose en même temps la question : pourrions-nous aboutir à quelque chose ? Oui ! disons-nous, il faut lutter ! nous n'obtiendrons pas tout de suite ce que nous demandons, mais pour maintenir la lutte vivante, il n'y a qu'une seule voie : élargir le mouvement à d'autres chômeurs, à d'autres actifs, faisant sauter tout cadre corporatif ; alors, oui, ce mouvement affirmera une dynamique, s'ouvrira sur des perspectives communes face à l'Etat.

- certains revendiquent très fort que nous serions des individus et proposent des actions à la carte, chacun faisant ce qu'il veut ! Et si deux ou trois veulent se regrouper pour faire ceci, ils le font et si deux ou trois veulent faire autre chose, ils le font aussi ! L'un allant jusqu'à dire que certaines décisions ne peuvent se prendre en assemblée générale mais en secret ! Nous, nous disons que nous ne sommes pas des individus mais une classe, la classe ouvrière, que nous devons décider collectivement des actions sans quoi, nous allons à la dispersion. - quelques-uns repoussent ces perspectives en réclamant fortement : "il faut faire concret ! les perspectives politiques, on n'en a rien à foutre !". L'un de ceux-là allant jusqu'à dire : "nous ne sommes pas une assemblée d'ouvriers, ici !"

## Vivre en assemblée ouvrière

Dans ce débat, le sort de la souveraineté de l'AG était en jeu. Ceux qui poussaient à aller travailler avec les "Pagat" ou autre syndicat avaient une tendance marquée à écarter toute proposition n'allant pas dans leur sens, jusqu'à esquiver la question du tract

dont ils avaient "oublié" d'apporter le projet à la réunion, menaçant de démissionner puisque l'assemblée générale n'était pas d'accord avec eux et de revenir la fois suivante nous dire qu'ils fondaient une nouvelle association dont ils feraient eux-mêmes la plate-forme et ce serait à prendre ou à laisser. Cette attitude, nous la dénonçons et nous l'avons dénoncée devant les ouvriers et chômeurs du comité de Toulouse ! Nous avons rappelé le caractère souverain de l'assemblée générale. Le problème est d'autant plus réel que l'assemblée de chômeurs de Pau vient de faire l'expérience de la pratique des trotskystes : en effet, des militants de la ICR (Ligue Communiste Révolutionnaire), après avoir noué le comité de chômeurs de Pau "La Galère", en s'instituant comme bureau dirigeant du comité, prenaient les décisions en lieu et place des assemblées générales. Ainsi, ces assemblées ont été réduites sous leur contrôle à des réunions mensuelles purement chargées d'entériner les décisions du bureau, donc réduites à devenir des coquilles vides, inexistantes.

Après s'être approprié le comité, ces trotskystes nous ont interdit en tant qu'organisation politique, ainsi qu'à des ouvriers venus avec nous, l'entrée à une assemblée générale, nous disant qu'il n'admettait que les chômeurs, les chômeurs de Pau, et les chômeurs de Pau ayant la carte d'adhérent ! La réalité, c'est qu'ils interdisent ainsi un débat ouvert en interdisant l'entrée aux organisations révolutionnaires, de même qu'ils interdisent à des ouvriers venus de l'extérieur. Cela, c'est tuer la vie même, la dynamique et la force des assemblées ouvrières.

## La lutte ne fait que commencer

Le comité, sur Toulouse, après un mois de travail et de débats n'est pas arrivé à prendre une décision pour la lutte. Il s'est disloqué. Faut-il en être démoralisé ? Non ! Une décontenance s'est faite et de là surgit un nouveau comité, moins nombreux certes, mais qui veut continuer la lutte ! Déjà une leçon est tirée : il se veut résolument ouvert aux actifs et s'organise pour lutter ! Dans le comité précédent, beaucoup de propositions d'actions ont été faites. Mais en définitive, il n'a réussi à se décider collectivement sur aucune. En ce qui nous concerne, nous disons que le choix ne réside pas entre attendre d'être tous d'accord ou son contraire qui aboutit au même résultat : chacun fait ce qu'il veut. Pour agir unitairement, seule façon de développer une force de classe, il faut, après débat, être capable de prendre une décision collectivement, majoritairement. C'est la pratique ensuite qui tranchera de la justesse d'une décision.

L'action pour l'ensemble de la classe ouvrière, c'est la lutte, seule voie pour son émancipation ! En plusieurs endroits d'autres comités de chômeurs naissent ou cherchent à se former : à Rouen, dans le Gard... Actifs-chômeurs, partout, la lutte ne fait que commencer ! AB/LC

Notes :

- (1) "Emergence" : association naissante de chômeurs.
- (2) Sur l'"Association des jeunes contre la Galère", voir R.I 129 et 130.

## PUBLICATIONS DU CCI

(Ecrire les adresses comme suit, sans mention du nom de la publication)

**ACCION PROLETARIA**  
Apartado de Correos 258  
VALENCIA, ESPAGNE

**INTERNATIONALISME**  
BP 13, BRUXELLES 31  
1060 BRUXELLES, BELGIQUE

**INTERNATIONALISM ATTENTION :**  
P.O. Box 20193 CHANGEMENT D'ADRESSE  
London Terrace Station  
NEW YORK - N.Y. 10011 - U.S.A.  
**INTERNACIONALISMO**  
Apartado 20674  
CARACAS 1020-A, VENEZUELA

**INTERNATIONELL REVOLUTION**  
IR, BOX 21106  
10031 STOCKHOLM, SUEDE

**REVOLUTION INTERNATIONALE**  
RI, BP 581  
75027 PARIS Cedex 01, FRANCE

**RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE**  
CP 469  
80100 NAPOLI, ITALIE

**WERELD REVOLUTIE**  
WR, Postbus 11549  
1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

**WORLD REVOLUTION**  
BM Box 869  
LONDON WC 1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

**WELT REVOLUTION**  
Postfach 410308  
5000 KÖLN 41 RFA

## BROCHURES

- Les syndicats contre la classe ouvrière (10F+3F pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (10F+3F pour frais d'envoi)
- Plate-forme de REVOLUTION INTERNATIONALE (10F+3F) pour frais d'envoi 1972
- Organisation communiste et conscience de classe (10F+3F)
- La décadence du capitalisme (10F+6F)
- Le Trotskysme (10F+3F)
- Recueil d'articles (épuisé)
- Sur la POLOGNE (recueil d'articles) (10F+3F)
- L'Etat dans la période de transition (20F+6F)
- Plate-forme et Manifeste du CCI (10F+3F)
- La Gauche Communiste d'Italie (30F+12F)

## ABONNEMENTS

CHANGEMENTS DE TARIFS		
abonnements couplés (journal +Revue Internationale)		
FRANCE	ETRANGER	ETRANGER par avion
150F	150F	190F
abonnements simples (journal)		
FRANCE	ETRANGER	ETRANGER par avion
90F.	90F.	110F.

abonnements simples (Revue Internationale)		
FRANCE	ETRANGER	ETRANGER par avion
65F.	65F.	80F.

abonnements et versements, par chèque bancaire ou postal, à l'ordre de RI, CCP 202 3302 X PARIS.

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.  
Imprimerie G. Tautin, 4 passage Dieu  
Paris 20ème  
Directeur de publication : D.Van Celst  
N° de commission Paritaire : 54267

## REUNIONS PUBLIQUES sur le thème :

### Chômeurs, travailleurs actifs, un même combat contre le capitalisme en crise

#### AIX EN PROVENCE:

Permanence le 22 mai de 18h à 19h, au café "La Madeleine", place des Prêcheurs.

#### GRENOBLE :

le 7 juin, 6 rue Hector Berlioz à 21 h

#### CLERMONT-FERRAND :

le 24 mai, ancien Lycée Blaise Pascal, à 20h30

#### LYON:

Réunion publique le 24 mai à 21h, à MAJO, impasse Métrol, Villeurbanne, métro République.  
Permanence le 28 mai à 18h, à la même adresse.  
Diffusion au marché aux Puces de Vaulx en Velin, le 12 mai à partir de 11h30.

#### NANTES:

Réunion publique le 11 mai à 17h, au centre social des Bourderies, Nantes-Chantenay.

Permanence le 17 mai à 10h30 à la même adresse.  
Diffusion le 11 mai de 10h30 à 11h30 au Marché de la Petite Hollande.

#### PARIS :

Réunion publique le 11 mai à 17h, au 27, avenue de Choisy, 75013, métro Porte de Choisy.  
Permanences tous les samedis, sauf celui de la réunion publique, au même endroit, de 16h à 18h.  
Diffusion les trois premiers samedis du mois au marché aux Puces, métro Porte de Clignancourt.

#### TOULOUSE :

Réunion publique le 24 mai à 21h, cité universitaire de l'Arsenal, bat.C.  
Permanences tous les vendredis à 18h30 au bar "Le Colbert", avenue de St Exupéry (sauf le vendredi de la réunion publique)  
Diffusion les 2ème et 4ème dimanche du mois, de 11h à 12h 30, au marché aux

aux légumes, place Jeanne d'Arc, et le 2ème dimanche du mois au marché aux Puces (place St. Sernin)

#### TOURS :

Réunion publique le 8 juin, à 17h

Permanence le 18 mai à 17h, au 5-7 rue Niepce (arrêt "Lavoisier"), JOUE-LES-TOURS.

réunions publiques sur le thème :

LECONS DE LA GREVE DES MINEURS EN GRANDE-BRETAGNE : NOTRE FORCE C'EST L'EXTENSION DES LUTTES, PAS L'ENFERMEMENT SYNDICAL

#### BORDEAUX :

Réunion publique le 18 mai à 17h au café Victor Hugo, 52 cours Victor Hugo.  
Diffusion le 18 mai de 10h à 11h30, au marché St Michel, place Meynard.

#### LILLE :

Réunion publique le 18 mai à 15h30 23, rue Gosselet.  
Permanence le 15 juin à 15h30, même endroit.

#### MARSEILLE :

Réunion publique le 10 mai à 21h, au 205, rue Ste Cécile -13005.  
Permanence le 29 mai, de 18h à 19h, à "L'Arstistic Bar", 4 cours Joseph Thierry- 13001.

#### ROUEN :

Réunion publique le 18 mai à 16h30 à la Halle aux Toiles.

# LES JUGES ARBITRES DES LUTTES OUVRIERES

■ Depuis maintenant un an et demi, les grèves ouvrières contre les attaques de la bourgeoisie se multiplient, se succèdent rapidement d'un pays à l'autre, d'un secteur à l'autre. C'est sous nos yeux une confrontation entre les deux classes ennemies qui se déroule, toujours plus large, toujours plus profonde. Un nombre croissant d'ouvriers s'engagent de façon plus résolue dans ces luttes, se sensibilisent à la nécessité de devoir se battre pour vivre. La classe ouvrière apprend de ses luttes comment les renforcer et qui sont ses ennemis. Dans ce combat et ce processus de maturation de la classe, celle-ci doit pouvoir compter sur la présence et l'intervention active de ses minorités révolutionnaires, pour relier ses luttes présentes à son combat historique, en les confrontant aux leçons du passé, en les intégrant dans des perspectives plus larges de lutte contre le capitalisme. Dans les luttes présentes, les révolutionnaires doivent intervenir pour pousser à ce que toutes les potentialités qu'elles contiennent se réalisent :

- en faisant des propositions de marche concrètes pour le mouvement,
- en allant dans le sens de renforcer sa conscience et son unité,
- en mettant clairement en avant le besoin d'extension et d'auto-organisation, pratique et politique,
- en défendant cette perspective contre le sabotage de la gauche et des syndicats.

Le FOR (1) est une des rares organisations prolétariennes à avoir résisté à la crise qui a frappé ces dernières années, le milieu révolutionnaire. Tout comme le CCI, elle est confrontée aux exigences de l'intervention dans le développement de la lutte de classe actuelle.

Quand on regarde sa publication "Alarme", la réponse s'impose d'elle-même : non ! le FOR n'est pas présent dans le combat. En effet :

- soit il ne parle pas des luttes qui se sont développées depuis un an et demi comme en France (Citroën, Creusot, Longwy, etc...), en Allemagne (métallurgie, imprimerie, chantiers navals), aux Etats-Unis (General Motors), en Espagne (Chantiers navals, etc...),
- soit il ne rend compte d'aucune de ses interventions dans les luttes, là où il a des militants en France et aussi en Espagne,
- soit il rend compte de certaines grèves assez correctement quand elles sont dans une dynamique ascendante.

A propos de la grève en Grande-Bretagne, l'été dernier, le FOR reconnaissait : "la réelle solidarité de certains secteurs ouvriers, cheminots, mais surtout dockers, puisque ceux-ci, après un premier débrayage enterré, ont réédité leur action en affirmant clairement leur soutien aux mineurs en grève" (2). Dans de telles circonstances, le FOR parvient à exprimer le processus profond dont ces luttes sont une manifestation : "Bien que castré de son réel contenu de classe par une corpo-

ratization syndicale, cet élan de solidarité montre que certaines franges du prolétariat anglais tendent vers une unité de conscience de leurs intérêts et plus globalement ceux de leur classe" (2). Cette compréhension de la situation bien réelle, à ce moment de la lutte, n'est hélas pas utilisée pour mettre en avant des objectifs de lutte qui permettraient justement de renforcer le mouvement dans ses tendances positives et contre l'emprise syndicale.

Quelques mois plus tard, alors que la grève des mineurs s'achève par une défaite, le FOR a oublié les élans de solidarité qu'il avait lui-même évoqués, il ne retient plus de tout cela "qu'un an de grève moribonde, qui s'est terminée dans l'agonie" (3). A ce moment de la lutte, le FOR n'est évidemment plus capable d'en mettre en avant les enseignements pour le prolétariat international : la nécessité de ne pas rester isolés dans un secteur, le vrai visage de la démocratie contrainte par la lutte de faire usage au grand jour de la répression contre les mineurs. Non seulement, le FOR ne comprend pas que cette défaite peut renforcer le combat de la classe, si ces leçons sont tirées, mais encore, il théorise l'inverse, il l'inscrit dans ce qui est, à ses yeux, une série de défaites : "La résignation et l'apathie que la classe ouvrière a manifestées de nos jours, creusent davantage encore le lit de ses nombreuses défaites. Au travers de toutes ses luttes sporadiques, même si elles se situaient sur une base radicale et spontanée, les actions n'en étaient pas moins le minimum à mettre en oeuvre dans le complet écrasement idéologique, économique, social et politique du capital" (3).

La bourgeoisie, par tous les moyens dont elle dispose, s'emploie à évacuer, minimiser, déformer toutes les manifestations de la lutte de classe afin que la conscience des prolétaires ne puisse s'enrichir de la perception du fait qu'ils sont de plus en plus nombreux à entrer en lutte et de plus en plus souvent, dans tous les pays et en particulier en Europe, là où c'est déterminant. Face à une telle situation, une tâche élémentaire des révolutionnaires est justement de rendre compte des faits, d'en donner la signification. Le FOR, lui, soit les fait mal parler, soit encore ne les évoque même pas ! Objectivement, il participe ainsi qu'il le veuille ou non à l'entreprise de démoralisation du prolétariat par la bourgeoisie, après l'échec des mineurs anglais.

Alors même que la bourgeoisie tentait internationalement, par ses campagnes idéologiques autour de la "défaite des mineurs", d'embrouiller tous les acquis que cette lutte peut signifier pour la conscience ouvrière, se développent en Espagne des grèves qui concrétisent nettement les tendances à l'extension apparues en Grande-Bretagne au moment de la grève des mineurs. Ces luttes en Espagne posent la question de l'auto-organisation et

commencent même dans les faits à y donner des débuts de réponse, en particulier à Barcelone, dans les postes. De tout cela, rien ne transparaît dans "Alarme", même pas l'évocation de grèves en Espagne. Non ! le FOR préfère nous laisser le goût amer d'une défaite en Grande-Bretagne, sans perspective aucune.

D'ailleurs, les grèves en Espagne sont aussi peu présentes dans "Alarme" que le FOR dans ces mêmes grèves. Il a pourtant une section à Barcelone ! Dans les luttes qui s'y sont déroulées, pas un tract du FOR, pas une intervention dans les assemblées générales.

Pourquoi cette absence ? Pourquoi cet aveuglement ? Pourquoi cette attitude défaitiste ? La réponse est simple. A côté de positions de classe sur la nature des syndicats et de la gauche, sur le parlementarisme, les "libérations nationales", le FOR, dès sa naissance, fonde son existence sur l'idée que la révolution découle d'une crise sociale, indépendamment, ou plutôt à l'exclusion de toute crise aiguë, comme la crise économique. Il résulte de cette démarche idéaliste, anarchiste, essentiellement deux carences théoriques : 1) une vision de la révolution comme processus seulement volontaire et non pas permis par des conditions objectives de crise aiguë de la société. La révolution peut, selon ce schéma abstrait, être envisagée à tout moment indépendamment du niveau des forces productives et des limites auxquelles se heurte leur développement au sein de la société. De ce fait, plus de période, ni d'ascendance ni de décadence du capitalisme. Tout ce qui viendrait déranger ses schémas, le FOR le balaie d'un revers de manche. C'est ainsi que pendant les années 70, il niait la crise. Aujourd'hui, il ne peut pas faire autrement que la reconnaître, mais à la manière de la bourgeoisie, pas en tant qu'expression de la faillite du mode de production capitaliste. Il ne la reconnaît pas évidemment non plus comme facteur de radicalisation des luttes dans un cours aux affrontements de classe. Non, il demeure convaincu de l'impact négatif qu'elle aurait sur le processus révolutionnaire dont il rêve pour la classe ouvrière. Les mesures d'austérité qu'internationallement la bourgeoisie est contrainte de prendre, à cause de la crise de son économie, au risque de réactions sociales importantes, sont interprétées par le FOR comme des moyens dont se sert la bourgeoisie pour affaiblir le prolétariat :

" La lutte de classe, l'affrontement prolétariat-classe capitaliste tourne incontestablement à l'avantage du capital par le biais justement des restructurations économiques mises en oeuvre" (3)

Ainsi prisonnier de ses schémas idéalistes, le FOR ne peut que mépriser les revendications immédiates, ignorer l'unité entre lutte économique et lutte politique.

2) Une incapacité à saisir comment se développe la conscience de la classe ouvrière à travers les luttes immédiates contre les attaques économiques, en se

politisant dans la recherche de l'extension et l'affrontement à ce qui y fait obstacle, par l'intervention des révolutionnaires dans ce processus. Du fait de cette lacune politique, le FOR est réduit à invoquer abstraitement : "sans conscience ouvrière, pas de victoire ouvrière", pour justifier en quelque sorte le niveau médiocre, selon lui, des luttes actuelles. Ne comprenant pas comment la conscience se développe dans la classe, il ne peut pas non plus comprendre comment elle peut régresser, en particulier suite à la contre-révolution, et c'est ainsi qu'il vient nous parler de révolution en Espagne à la fin des années 30, alors que les prolétaires s'y font massacrer sur l'autel de la démocratie ou du fascisme. N'étant pas capable de saisir que ce processus est quelque chose de vivant qui mûrit dans les entrailles de la société, il ne voit pas son cheminement souterrain qui permet à la lutte de reprendre internationalement après deux ans de pause de 1981 à 1983, suite à la désorientation créée dans les rangs ouvriers par le passage de la gauche dans l'opposition (4). Il ne voit pas non plus que des leçons sont tirées internationalement par le prolétariat de ses luttes et de ses défaites. Ne voyant pas cette maturation, le FOR ne peut effectivement pas en être un facteur actif.

QUEL AVENIR POUR LE FOR ?

Le FOR est une des dernières organisations du milieu révolutionnaire à avoir survécu à la tendance à la dissolution de nombreux groupes dans les années 70, et ensuite à avoir pu traverser la crise du milieu révolutionnaire, apparue avec les années 80 (5).

Le FOR est toujours là, organisationnellement mais de plus en plus pour lui-même. Nous le mettons en garde, face à cette incapacité grandissante à jouer son rôle dans la lutte de classe, contre le danger de se fossiliser et de se transformer en cercle d'étude ou autre. S'il veut éviter cette perspective, il n'a d'autre choix que de réellement confronter ses positions politiques à la réalité pour éliminer celles qui relèvent d'un point de vue anarchiste, et s'appuyer sur les fondements solides de l'analyse marxiste des conditions de la révolution.

R.I

Notes :

(1) Ferment Ouvrier Révolutionnaire qui publie "Alarme", B.P 329 75624 PARIS CEDEX 13.

(2) "Alarme" n.25.

(3) "Alarme" n.27.

(4) Revue Internationale n.29 "Après la répression en Pologne".

(5) Revue Internationale n.32 "Problèmes actuels du milieu révolutionnaire".

## REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

### nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irrévversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste.

En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

■ NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.